



JAB
1225 Chêne-Bourg

Trimestriel - No 44
Juin - Juni
Giugno 2014
Tirage/Auflage/Tiratura:
12'000

ligue suisse contre la vivisection schweizer liga gegen vivisektion lega svizzera contro la vivisezione

et pour les droits de l'animal - und für die rechte des tieres - e per i diritti dell'animale

LSCV
Case postale 148, 1226 Thônex / GE
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54
www.lscv.ch
Mitgliederbeitrag / Cotisation
Membre Quota socio CHF 15.-
CCP 12-2745-6
IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6
BIC POFICHBEXXX

Fribourg - Ouverture au public de notre librairie dédiée à la protection des animaux

Contenu en Français,
p. 2 - 13

Freiburg – Eröffnung des LSCV-Buchshops mit Publikationen rund ums Thema Tierschutz

Inhalt Deutsch S. 14 - 25



Friborgo – Apertura al pubblico della nostra libreria dedicata alla protezione degli animali

Contenuto in italiano, p. 26 - 37

Edito

Il n'y a pas qu'Internet dans la vie

Chers Membres, amies et amis de la Ligue,
Chers lectrices et lecteurs,

Nous recevons régulièrement des messages de membres concernant le nombre de références Internet citées dans le journal, rappelant qu'ils n'ont pas d'ordinateur ou d'accès au web.

Nous profitons de cet édito pour les rassurer. L'organe d'information principal reste le journal, mais celui-ci ne doit pas exclure d'autres modes de communication. La Ligue a un âge canonique et de nombreux membres nous font l'honneur de soutenir ses activités depuis plusieurs dizaines d'années. Les 10'000 membres de la Ligue sont ainsi de tous âges et générations. Editer des courriels d'informations, animer nos deux pages Facebook en français et allemand vise aussi à répondre aux souhaits de nos plus jeunes membres.

Mais surtout, Internet permet une totale liberté dans l'archivage et la mise en ligne de documents. Bien sûr (!) vous avez une totale confiance quant au contenu des articles publiés dans ce journal. Nous nous efforçons de contrôler les sources des informations publiées et essayons de relater des faits d'une manière factuelle. Mais auparavant, qui allait consulter la référence papier d'une source mentionnée à la fin d'un article ? Encore fallait-il déjà trouver la publication en question. Grâce à Internet, tous les documents peuvent être numérisés et mis en ligne. Une fois publiés dans le journal, les articles sont accessibles sur notre site Internet et la consultation de toutes les sources est accessible au public. Il est ainsi possible de s'assurer que les références sont correctes et dans certains cas, découvrir des documents qui permettront d'en savoir plus sur certains sujets traités. Les multiples sources ou références « www » qui essaient le journal ne sont pas des informations en moins, mais des informations en plus qu'il était auparavant impossible de proposer à nos lecteurs.

Dans ce journal, vous pourrez prendre connaissance de plusieurs projets réjouissants dans le domaine du remplacement des animaux pour la recherche. Ce n'est qu'un début, mais il est prometteur. Suite à notre action lancée en novembre 2013 contre le développement du nouveau centre Campus Biotech dédié à l'expérimentation animale, plusieurs actions simultanées ont été lancées tant par les milieux étudiants, politiques que de la recherche. Elles visent elles aussi une réflexion de fond sur la validité du modèle animal pour la recherche humaine et les possibilités de remplacement. Ces prochains mois seront cruciaux pour l'aboutissement de ces actions, tant l'opposition des chercheurs qui vivent de l'expérimentation animale est forte.

Vous trouverez également le compte-rendu de notre dernière Assemblée générale. A cette occasion, le précédent Comité a été reconduit dans ses fonctions. Deux nouveaux membres sont aussi venus renforcer ses compétences. Nos deux nouveaux collègues nous viennent de Bâle-Campagne et Genève et n'ont, heureusement, rien de virtuel.

Nous vous souhaitons à toutes et tous un bel été et vous adressons nos amicales pensées.

Le Comité

Procès-verbal de l'Assemblée et pour les droits de l'animal, du

Ouverture de la séance à 14h00

Membres du Comité présents :

Max Moret (Président), Luc Fournier (Vice-président), Maja Schmid (Trésorière), Laurianne Parent (Secrétaire au Comité), Sylvie Benoît, Suzan Karagöz

Membres du Comité absents et excusés :

Damiann Clerc, Michèle Loisel, Suzanne Wachtl

Ordre du jour

1. Lecture du procès-verbal de la dernière assemblée
2. Rapport du Président
3. Rapport de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes
4. Discussion et vote des deux précédents rapports
5. Elections statuaires du Comité
6. Elections des Vérificateurs aux comptes
7. Admissions/démissions
8. Divers

Ouverture de l'Assemblée générale

Le Président ouvre la séance et remercie les membres présents. Il annonce que cette Assemblée est légalement constituée, selon l'article 60 du code civil suisse et les statuts de la Ligue. Aucune proposition écrite n'étant parvenue au Comité, l'Assemblée peut se dérouler selon l'ordre du jour prévu.

Signez la pétition

Pour l'interdiction en Suisse de l'importation de produits en fourrure provenant d'animaux détenus, capturés ou tués dans des conditions cruelles

Pétition page 39

Délai pour la récolte des signatures :
31 décembre 2014

Mille mercis !



IMPRESSION Ligue Suisse Contre la Vivisection

Fondée en 1883, la LSCV est une association conforme à l'art.60 du code civil. Ses buts sont les suivants : Combattre par tous les moyens légaux jusqu'à son abolition totale, la pratique d'expériences médicales, scientifiques, militaires, industrielles ou commerciales sur les animaux vivants (vivisection). Faire reconnaître et encourager financièrement la création et le développement de toute méthode scientifique substitutive et alternative à l'expérimentation animale. Le financement de la LSCV provient uniquement de dons et legs. La LSCV ne reçoit aucune subvention des pouvoirs publics, ce qui lui garantit une totale indépendance. Reconnue d'utilité publique, la LSCV est exonérée d'impôts et les dons d'un montant supérieur à CHF 100.-- qui lui sont adressés sont fiscalement déductibles. Conformément à l'article 19 de ses statuts, la LSCV ne poursuit aucun but lucratif et ses avoirs ne peuvent être employés que pour la réalisation des buts poursuivis.

Publication : Journal édité quatre fois par année. Sauf mention contraire, les articles sont rédigés par la LSCV. **PAO et maquette :** LSCV **Impression :** Atar Roto Presse SA, sur papier recyclé 60 gm² **Comité de rédaction :** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret

Adresse : Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **Le bureau est ouvert du lundi au jeudi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00, le vendredi de 9h00 à 12h00.**
T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 - admin@lscv.ch - www.lscv.ch - **Cotisation annuelle des Membres :** Minimum CHF 15.-- CCP 12-2745-6 - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXXX

Générale de la Ligue suisse contre la vivisection

5 avril 2014 à Thônex, Genève

1. Lecture du procès-verbal de la dernière Assemblée générale du 23 mars 2013

Les membres présents l'ayant lu dans le journal du mois de juin 2013, dispensent le Président de sa lecture et l'acceptent.

2. Rapport 2013 du Président

Le Président mentionne brièvement les actions décrites dans le rapport d'activité. Le déficit de recettes enregistré à la clôture des comptes est dû aux nombreuses actions engagées durant l'année et n'a rien de problématique, les finances restent très bonnes. Les mailings de cartes se poursuivront car ils contribuent au financement de nos nouveaux projets et permettent de faire connaître nos buts et objectifs.

Le Comité pour les trois prochaines années sera élu à l'occasion de cette Assemblée. Le Président qui avait annoncé son retrait accepte de se représenter, aucun membre du Comité n'ayant souhaité le remplacer.

Le Président rappelle les statuts de la Ligue et explique la nécessité de venir en aide à des refuges en difficulté. L'aide financière annuelle est d'environ CHF 65'000.- et comprend principalement la prise en charge de frais vétérinaires et de nourriture. Mais elle peut aussi se réaliser sous forme de prêts remboursables. Le Président donne l'exemple d'un refuge qui n'avait plus les liquidités suffisantes en fin d'année, auquel la Ligue a pu apporter un soutien. Un membre demande s'il n'y a pas un problème de gestion dans le cas d'un refuge qui se retrouve soudainement sans liquidités ?

M. Oscar Appiani, Fondateur du refuge de Cottendar, complète l'information donnée par le Président. L'activité d'un refuge varie selon le nombre d'animaux secourus et les frais non prévus auxquels il doit faire face. Son refuge fait aussi office de fourrière pour l'Etat neuchâtelois, lequel n'offre pas un défragement suffisant pour les prises en charge d'animaux, de sorte qu'il s'est retrouvé en difficulté en fin d'année. Grâce à un prêt sans intérêt de la Ligue, il a pu débloquer la situation. Le prêt a également été remboursé entre temps. Il remercie le Président et la Ligue de lui avoir apporté un soutien à ce moment.

Le Président poursuit avec la mention d'un nouveau soutien financier apporté à un jeune chercheur qui développe un nouveau modèle

cellulaire de tumeur de poumon en 3D. Ce modèle qui utilise exclusivement des tissus humains provenant de biopsies réalisées en milieu hospitalier, permettra d'étudier la toxicité de nouvelles molécules et l'étude de nouveaux traitements pour le cancer.

Les actions sur Vaud et Genève ont eu un excellent impact auprès du public, malgré le silence total des médias et la censure des annonces prévues dans les journaux La Tribune de Genève et 24 Heures. L'action sur Fribourg a par contre été bien relayée par les médias locaux.

La campagne contre la fourrure menée en collaboration avec d'autres associations n'a pas eu beaucoup d'impact. Beaucoup de cols en fourrure sont visibles dans les rues.

Le Président conclut en remerciant Luc Fourrier, Vice-président, pour le travail qu'il effectue, ainsi que Maja Schmid, Trésorière, pour la gestion administrative de la Ligue.

3. Rapport de la Trésorière et des Vérificateurs aux comptes

Cette année encore, la Trésorière s'est déplacée dans le canton de Neuchâtel chez les Vérificateurs aux comptes. Cela leur a permis d'avoir plus de temps pour effectuer les vérifications et poser leurs questions quant aux dépenses.

Maja Schmid fait lecture à l'Assemblée de son rapport de Trésorière. Sylvie Benoît fait ensuite lecture de celui des Vérificateurs aux comptes (voir Rapport 2013 de la Trésorière et Rapport 2013 des Vérificateurs aux comptes).

4. Discussion et vote des deux précédents rapports

Aucune question n'étant posée sur les deux rapports, le Président propose de voter leur approbation: OUI à l'unanimité.

5. Elections statuaires du Comité

Le Président annonce que Suzanne Wachtel ne se représente pas au Comité mais reste membre de la Ligue. Il passe la parole au Vice-président pour procéder à l'élection du Président. Le Vice-président remercie Max Moret et lui souhaite de pouvoir poursuivre son engagement autant que possible. Il présente également les deux nouveaux membres qui se présentent à l'élection. Benjamin Frei, de Bâle-Campagne, étudiant ingénieur en environnement à Zürich. Militant très actif, il est

Rapport 2013 de la Trésorière

Mesdames, Messieurs,

Dans notre journal de mars 2014, vous avez pu prendre connaissance de nos actions entreprises durant l'année 2013 et de nos comptes arrêtés au 31 décembre 2013.

Nous remercions Madame Jonquille qui continue de gérer notre comptabilité et le bilan. Merci aussi à Madame Sylvie Benoît et à Monsieur Oscar Appiani qui ont bénévolement vérifié les pièces comptables 2013 de la Ligue et qui ont approuvé les comptes en date du 19 février 2014 à Cottendar, dans le canton de Neuchâtel.

L'année 2013 s'est terminée avec une perte nette de Fr. 281'595.08. Ce chiffre s'explique par une multitude d'actions que nous avons menées à terme en 2013 ou qui sont encore en cours. Parmi celles-ci, l'action contre les autorités tessinoises qui s'est terminée en début d'année 2013 ainsi que la cinquième participation financière annuelle consécutive à la Chaire Universitaire consacrée à l'enseignement des méthodes alternatives à l'expérimentation animale. Les actions encore en cours concernent d'une part notre participation à une action d'affichage anti-fourrure sur le plan national et en collaboration avec d'autres associations et d'autre part une action contre l'expérimentation animale abusive dans le canton de Vaud et une deuxième action à Genève soutenue par notre pétition «Pour un centre d'excellence consacré au développement de nouvelles méthodes substitutives».

Néanmoins, les finances de la Ligue sont en bonne santé et la lutte pour la cause animale qui se poursuit sera bénéfique à long terme.

Maja Schmid,
Trésorière

Fait à Genève le 5 avril 2014

en charge de l'organisation des actions de la Ligue du côté de la Suisse alémanique.

Paul Ecoffey, de Genève, pharmacien. Il apportera ses connaissances scientifiques notamment dans le suivi des dossiers liés à l'expérimentation animale.

L'Assemblée procède à l'élection du nouveau Comité pour la période 2014 - 2017
Sont élus membre du Comité, avec signature à deux:

Président, Maxime MORET :

Oui avec une abstention;

Vice-président, Luc FOURNIER :

Oui à l'unanimité;

Trésorière, Maja SCHMID : Oui à l'unanimité;

Secrétaire au Comité, Laurianne Parent : Oui à l'unanimité.

Sont élus membres du Comité:

Sylvie Benoît (NE), Paul Ecoffey (GE), Benjamin Frei (BL), Michèle Loisel (NE), Suzan Karagöz (GE), Damiann Clerc (VD) : Oui à l'unanimité.

Le Président remercie l'Assemblée pour ce vote et passe au point suivant de l'ordre du jour.

6. Elections des Vérificateurs aux comptes

Sylvie Benoît et Oscar Appiani sont d'accord de se représenter au poste de Vérificateurs aux comptes. Le Président rappelle qu'il faut une troisième candidature. Une membre demande quelle charge de travail représente cette activité. Le Président indique que la comptabilité est professionnellement tenue à jour par la Trésorière et une comptable indépendante. L'activité consiste principalement à s'assurer que les dépenses soient conformes aux buts et objectifs de la Ligue. Il s'agit de quelques heures de travail par année, durant lesquelles la totalité de la comptabilité est passée en revue. Suite à ces explications, Michèle Perroud propose sa candidature.

Le Président procède aux votes pour l'élection de Sylvie Benoît, d'Oscar Appiani et Michèle Perroud : Oui à l'unanimité.

7. Admissions/démissions

Le Président annonce que la Ligue a accueilli 745 nouveaux membres en 2013. Au total, la Ligue comptabilise environ 10'000 membres.

8. Divers

Le Président donne ensuite la parole aux membres présents.

Un Membre remercie la LSCV pour son travail et la publication du journal en trois langues. Il n'est pas étonné par l'attitude des médias à l'encontre des campagnes menées par la Ligue. Malgré son intérêt pour la LSCV, il se demande comment il pourrait être possible de remplacer certaines expériences et si les buts et objectifs de la Ligue pourront être atteints un jour.

Le Président répond que la Ligue travaille dans l'immédiat à faire diminuer le nombre d'animaux utilisés dans les expériences et à faire respecter la loi sur la protection des animaux, en vue de l'abolition totale de la vivisection.

Le Vice-président ajoute que la pratique de l'expérimentation animale commence aussi à être critiquée par les industries elles-mêmes. Il cite un article publié dans la revue scientifique Nature, dans lequel un ancien responsable de l'industrie pharmaceutique Amgen reprochait aux expériences sur animaux menées dans le domaine de l'oncologie d'être en grande partie non reproductibles et inutilisables. Le projet de ce jeune chercheur soutenu par la Ligue (voir point 2) vise justement à remplacer les modèles animaux dans la recherche sur le cancer par de nouveaux modèles d'études plus fiables. Le modèle animal finira principalement par être abandonné pour la recherche clinique parce qu'il n'est pas bon. Ce moment arrivera plus ou moins vite, selon les financements attribués aux développements des méthodes substitutives.

Le Président indique qu'au sein de l'Université de Genève un collectif d'étudiants s'est formé pour inciter le rectorat à s'engager dans le dé-

veloppement de ces méthodes. Ils ont réussi à organiser une conférence suivie d'un débat dans un des auditoriums de l'Uni Mail le 30 avril 2014. Des détails sur la conférence seront prochainement communiqués.

Plus aucun membre ne souhaitant prendre la parole, le Président clôture l'Assemblée générale à 15h00 et invite les membres présents à partager le verre de l'amitié.

Rapport 2013 des Vérificateurs aux Comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution du mandat qui nous a été confié, nous avons procédé au contrôle du Bilan et du Compte de pertes et profits arrêtés au 31 décembre 2013.

Nous avons aussi procédé à la vérification de la comptabilité de la Ligue Suisse contre la Vivisection et pour les Droits de l'Animal, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, en contrôlant de très nombreuses pièces justificatives et avons constaté leur concordance avec les livres comptables, lesquels sont tenus avec exactitude.

En conclusion de notre vérification, nous vous recommandons d'approuver les comptes qui sont présentés et qui se soldent, pour l'exercice 2013, par un déficit de recette de CHF 281'595.08.

Les vérificateurs aux comptes:

M. Oscar Appiani
Mme Sylvie Benoît

Colombier, le 19 février 2014

Présentation du Comité 2014 - 2017



Max Moret (GE)
Président



Luc Fournier (GE)
Vice-président



Maja Schmid (GE)
Trésorière



Laurianne Parent (Fr)
Secrétaire du Comité



Sylvie Benoit (NE)
Secrétaire du Comité



Damiann Clerc (VD)



Paul Ecoffey (GE)



Benjamin Frei (BL)



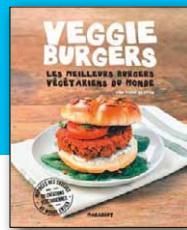
Suzan Karagöz (GE)



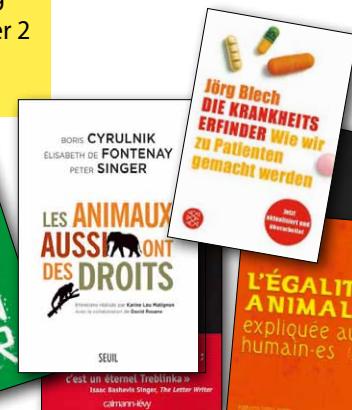
Michèle Loisel (NE)

Library LSCV

HAPPY BOOK



LSCV - Fribourg
Rue Hans-Geiler 2
1700 Fribourg



Bureau LSCV à Fribourg

Ouverture de la Librairie Happy Books

Après plusieurs mois de préparation, l'aménagement de notre bureau à Fribourg pour permettre une ouverture au public a été terminé début mai.

Toute la bibliothèque de la Ligue a été transférée sur Fribourg et de nouveaux livres sont venus compléter la liste des ouvrages existants. Notre librairie est désormais ouverte au public tous les mercredis de 10h30 à 18h00. Il est possible d'y consulter livres, revues, journaux et autres publications en lien avec la protection des animaux, les alternatives à l'expérimentation animale et l'alimentation -végétarienne ou végétalienne- comprenant des livres de recettes.

Des tables vous permettront de vous installer pour consulter les ouvrages. Il est aussi possible de se faire servir café, thé et autres jus de fruits ou sirops. Les enfants sont les bienvenus et un espace a été aménagé à leur attention.

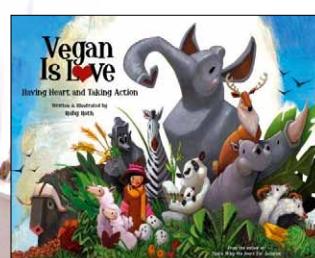


Cet espace librairie qui est dédié à la protection des animaux est naturellement 100% vegan.

Le Shop de la Ligue propose aussi des t-shirt et produits cosmétiques non testés sur les animaux.

Pour l'instant, la librairie est ouverte tous les mercredis, sauf en juillet et août. Si vous résidez à Fribourg et que vous souhaitez participer à la permanence du mercredi, ou que vous avez des disponibilités pour d'autres jours de la semaine, vous pouvez contacter Luc Fournier, Vice-président de la Ligue, au 079 919 57 10.

Nous avons également édité des dépliants informatifs de notre librairie « Happy Books ». N'hésitez pas à nous en demander pour les distribuer autour de vous.



Le bureau est situé au centre de la ville de Fribourg, à quelques minutes à pied de la gare. Il est également à disposition de tout membre souhaitant développer un projet en lien avec la protection des animaux. Il contient aussi du matériel, facilement transportable, pour tenir des stands d'informations.

Compte-rendu de la conférence du 30 avril 2014 à l'Université de Genève (UNIGE)

Expérimentation dans la recherche : Modèle animal ou méthodes alternatives ?



Organisée par un groupe d'étudiants de l'UNIGE issus de diverses facultés, la conférence s'est tenue devant une salle comble réunissant plus de 200 personnes. Quatre orateurs étaient invités à prendre la parole. Les chercheurs Denis Duboule et Pierre Cosson représentaient le rectorat de l'UNIGE, Samuel Constant représentait la société Epithelix, spécialisée dans le développement des méthodes alternatives, et le Dr méd. vét. André Menache, la LSCV.

Thème de la conférence annoncée : l'animal est-il un bon modèle d'étude pour l'homme ? Serait-il possible de remplacer les animaux pour la recherche ; si oui, comment ? Et quel est l'engagement de l'UNIGE dans ce domaine ?

L'université déclarait en décembre 2013 financer sur ses fonds propres l'expérimentation animale pour un montant annuel de CHF 7 millions, contre CHF 300'000.- seulement pour les méthodes de remplacement (méthodes alternatives). La Confédération alloue elle aussi chaque année une centaine de millions de francs pour l'expérimentation animale contre CHF 400'000.- pour les alternatives.

L'absence de soutien financier accordé aux méthodes de remplacement est-il due à leur faible potentiel, ou le système de recherche en place ne favorise-t-il que la pratique de l'expérimentation animale ? Si oui, pourquoi ?

La rencontre s'annonçait intéressante. Il est plutôt rare de réunir sous un même toit des spécialistes pro et anti vivisection. Malheureusement, passée la présentation des quatre orateurs, la discussion a rapidement tourné court. Les deux chercheurs envoyés par le rectorat de l'UNIGE ont brillé dans leur rôle de vaillants soldats, énonçant tout un tas d'absurdités pour justifier le statu quo : Non, il n'est pas possible de faire mieux, on est au top, surtout ne changez rien, merci.

Sachant qu'un des deux chercheurs est aussi

le titulaire à l'UNIGE de la chaire d'enseignement des méthodes alternatives dans laquelle il ne se passe pas grand-chose, on comprend mieux l'immobilisme de l'institution. Le lancement de cette chaire en mars 2009 était pourtant prometteur et la Ligue s'était engagée à la soutenir durant cinq ans. Lors de son inauguration, dans un auditorium lui aussi plein à craquer, le Professeur Carpentier, doyen de la faculté de médecine déclarait qu'il était temps de « changer les mentalités » :

« La seule réponse possible pour réduire, voire remplacer l'expérimentation animale, c'est de développer des alternatives, plus efficientes, d'ailleurs bien souvent moins onéreuses, et qui en plus concilient efficacité et éthique (...) Cette chaire n'est pas seulement destinée à développer de nouvelles approches technologiques, mais surtout aussi à changer les mentalités, grâce à un enseignement approprié, grâce à un travail, une information de tous les jours ». Cinq ans plus tard, son discours se révèle n'avoir été qu'un écran de fumée.

Quant au rectorat, qui à la base devait être partenaire de la conférence mais qui a plus manœuvré pour mettre des bâtons dans les roues des étudiants organisateurs, on sait maintenant qu'il n'y a rien à attendre de lui. Le sentiment à la fin de cette conférence était que, à moins d'y être contrainte, l'université ne changera jamais ses pratiques. Le message est bien passé.



L'organisation de la conférence a pu voir le jour grâce à la motivation et à la persévérance d'un groupe d'étudiants de l'UNIGE. D'autres actions devraient suivre en automne 2014.



Un immense merci aux signataires des partis UDC et Verts genevois pour le soutien apporté à cette motion déposée par le député UDC Marc Falquet, laquelle vise le développement des méthodes remplaçant l'expérimentation animale par l'Université de Genève.

Secrétariat du Grand Conseil

Motion M2207

Proposition présentée par les députés :

Mmes et MM. Marc Falquet (UDC), Bernhard Riedweg (UDC), Michel Baud (UDC), Christina Meissner (UDC), François Lefort (les Verts), Christo Ivanov (UDC), Patrick Lussi (UDC), Sarah Klopmann (les Verts), Frédérique Perler (les Verts), Lisa Mazzone (les Verts), Thomas Bläsi (UDC)

Date de dépôt : 28 avril 2014



Université de Genève: un nécessaire soutien au développement de méthodes alternatives à l'expérimentation animale

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève considérant :

- que les cinq animaleries des HUG et de l'Université de Genève totalisent environ 40'000 animaux ;
 - que les nouveaux locaux du Centre médical universitaire (CMU) lui permettront de détenir 15'000 animaux de plus ;
 - que le nombre d'expériences menées sur des animaux à l'Université de Genève et en Suisse augmente régulièrement ;
 - que des centaines d'animaux, « surplus de production », sont éliminés chaque jour à Genève ;
 - que selon la loi fédérale sur la protection des animaux (LPA), il convient d'encourager l'application de méthodes qui peuvent remplacer des expériences sur les animaux ou réduire le nombre d'animaux utilisés ;
 - que l'Université de Genève n'encourage pas encore le développement des méthodes alternatives (ou de substitution) contrairement à la LPA ainsi qu'aux directives de l'Académie Suisse des Sciences Médicales et de l'Académie Suisse des Sciences Naturelles ;
 - que l'utilisation du modèle animal pour la recherche médicale ne permet pas d'obtenir des résultats probants dans un grand nombre de pathologies humaines ;
 - que le résultat des expériences exécutées en milieu académique fait l'objet de critiques sérieuses des milieux pharmaceutiques en raison de leur manque de reproductibilité ;
 - les coûts liés à l'expérimentation animale;
 - que le potentiel particulièrement prometteur des méthodes alternatives à l'expérimentation animale est encore largement inexploré et financièrement sous doté ;
 - que des impératifs de santé publique nécessitent de pouvoir bénéficier des meilleurs modèles de recherche possibles ;
 - qu'il est de notre devoir moral d'épargner au monde animal un maximum des expériences contraignantes et douloureuses ;
 - que l'utilisation de méthodes alternatives fiables permettrait de réduire le nombre d'expériences pratiquées sur des animaux et les souffrances infligées à ces derniers;
 - qu'il est aujourd'hui possible d'imprimer de la matière organique, de développer des modèles cellulaires en 3D ou créer des micros organes humains ;
 - que notre Université gagnerait beaucoup à s'engager pour le développement de ces nouvelles méthodes alternatives à l'expérimentation animale ;
- invite le Conseil d'Etat**
- à fixer dans la convention d'objectifs établie entre le Conseil d'Etat et l'Université, le soutien au développement de méthodes alternatives à l'expérimentation animale.

EXPOSÉ DES MOTIFS

Mesdames et Messieurs les députés,

En mars 2012, un article publié dans la revue scientifique *Nature*¹ rapportait que la société pharmaceutique américaine Amgen n'avait pu reproduire que 6 résultats parmi 53 études considérées pourtant comme des références dans la recherche contre le cancer. Auteur de l'article, Glenn Begley se déclarait « choqué » par le manque de fiabilité de ces études fondamentales, réalisées pour la plupart en milieux universitaires.

En septembre 2011 déjà, un rapport² de la pharma Bayer AG publié lui aussi dans *Nature* titrait ironiquement « *Croyez-le ou pas : « À quel point peut-on se fier aux données publiées concernant les cibles potentielles des médicaments ?* » Les chercheurs allemands critiquaient eux aussi le manque de pertinence des études publiées, précisant que seul un quart des 67 études sélectionnées, dont 47 sur le cancer, avaient pu être reproduites.

Le Fonds national suisse pour la recherche scientifique (FNS) s'interroge également sur la qualité de la recherche académique. Dans le numéro de son magazine *Horizon*³ de mars 2014, le FNS écrit : « *En 2005, John Ioannidis, professeur de médecine et de politique de santé publique à l'Université de Stanford (Etats-Unis), l'un des scientifiques les plus cités, écrivait dans la revue Plos Medicine*⁴ que la majorité des résultats de recherche publiés étaient faux. Son affirmation s'appuyait sur des considérations statistiques que le journal *The Economist* a récemment qualifiées d'exemplaires⁵. Cet important taux d'erreurs est apparemment dû à certaines dérives du système scientifique ».

« *Dans le domaine biomédical, la plupart des résultats présentés comme statistiquement significatifs sont soit exagérés soit carrément faux* » exposait l'épidémiologiste⁶. « *Il s'agit rarement de falsifications délibérées, mais souvent de modalités d'expérience incorrectes et d'évaluations statistiques irrecevables* ».

Si l'utilisation du modèle animal -généralement la souris- est évoqué pour expliquer ce manque de repro-

ductibilité, les conditions de mises en œuvre (manipulation des animaux, souches animales utilisées, interférences en raison de présence de bactéries ou virus, etc.) des expériences sont évoquées, ainsi que la pression mise sur les chercheurs pour publier des résultats positifs. Condition nécessaire pour obtenir de nouveaux financements et poursuivre une carrière dans ce domaine.

Paradoxalement, les moyens mis en œuvre pour développer des méthodes alternatives fiables sont dérisoires, alors que les ressources engagées pour de nouvelles études utilisant des animaux augmentent sans cesse. Selon les statistiques publiées par l'autorité fédérale⁷, le nombre d'expériences menées dans les Hautes écoles suisses augmente régulièrement (+ 8% en 2012). A l'Université de Genève aussi, le vice-recteur annonçait en décembre passé qu'il y aura encore « *davantage d'expérimentations animales* »⁸.

En moyenne, 300 expériences sur animaux sont en cours à l'Université et une centaine de nouvelles études sont autorisées chaque année. Pour les réaliser, l'Université dispose de cinq animaleries situées dans les Facultés des sciences, de médecine et sur les sites de la Tulipe, de Belle-Idée et d'Arare, totalisant environ 40'000 animaux. Une fois les travaux terminés, les nouveaux locaux du Centre médical universitaire (CMU) lui permettront d'en détenir 15'000 de plus. Tous ces animaux ne sont pas voués à être utilisés dans une expérience. Selon un animalier du CMU, des centaines d'animaux, « *surplus de production* » sont éliminés chaque jour.

Ces expériences coûtent cher aux contribuables. Si une centaine de million de francs est allouée chaque année directement par la

Confédération par le biais du FNS qui répartit cette somme, les cantons subventionnent aussi ces études. L'Université financerait des expériences pour un montant annuel de 7 millions⁸, montant qui ne prend pas en compte les coûts liés à la détention des animaux. Selon un rapport du contrôle fédéral des finances⁹, le fonctionnement d'une animalerie de 40'000 animaux coûterait chaque année entre 8 et 12 millions de francs.

Le modèle animal permet de mener des recherches qu'il n'est actuellement pas possible de réaliser autrement. Par ailleurs, en phase clinique, il est impossible de se passer complètement du test des nouvelles molécules sur un organisme vivant, un certain nombre d'effets secondaires n'apparaissant pas nécessairement sur des groupes de cellules isolées. Mais l'utilisation du modèle animal induit beaucoup de gaspillage non seulement de vies mais aussi par la production d'études aux résultats non utilisables. Cet état de fait implique d'encourager le développement de nouveaux modèles de recherche.

Une voie possible est le développement de méthodes dites « alternatives » (ou substitutives). Il s'agit de modèles d'études mettant en culture des cellules et des tissus humains (*in vitro*), ou des modélisations informatiques (*in silico*).

Depuis une dizaine d'années, des progrès spectaculaires ont été réalisés dans ce domaine. Il est aujourd'hui possible d'imprimer de la matière organique, de développer des modèles cellulaires en 3D ou de créer des micro-organes humains (tissu pulmonaire par exemple) pour étudier de nouvelles molécules ou thérapies.

Les progrès sont d'autant plus spectaculaires que les sources de financement pour le développement de ces modèles de recherche sont quasiment inexistantes. La Confédération leur alloue chaque année moins de 500'000 francs par le biais de la Fondation Recherche 3R¹⁰. L'Université de Genève n'y consacre elle aussi que 300'000 francs⁸.

L'Université dispose bien depuis mars 2009 d'une chaire d'enseignement des méthodes alternatives. Mais son financement est intégralement pris en charge par des organismes privés, comme la Fondation Doerenkamp-Zbinden ou la Ligue suisse contre la vivisection.

Il est regrettable que les chercheurs de l'Université qui souhaitent s'engager dans le développement de ces méthodes n'aient actuellement d'autre choix que de la quitter pour réaliser leurs projets. On peut citer pour exemple les trois jeunes chercheurs qui ont fondé la société Epithelix à Plan-les-Ouates en 2006, pour assurer le développement de leur modèle *in vitro*. Trois ans après avoir quitté l'Université, ils recevaient le prix Red Herring 2009 qui consacre les 100 entreprises les plus prometteuses d'Europe, et en 2011, le Prix de l'innovation de la Chambre Franco-Suisse pour le Commerce et l'Industrie.

Ladite entreprise est aujourd'hui leader dans le domaine des modèles d'épithélium respiratoire humain. D'une durée de vie d'une année, ces modèles permettent de tester la toxicité ou l'efficacité de nouvelles molécules pour des pathologies métaboliques comme la mucoviscidose.

L'encouragement au développement de nouvelles méthodes de remplacement serait pourtant conforme à la Loi sur l'université (LU)¹¹. Le Comité d'éthique et de déontologie¹² nommé par le Conseil d'Etat (art. 35 LU), a fixé dans sa charte¹³ plusieurs dispositions encadrant la recherche scientifique, laquelle « *se voit reconnaître un droit à l'innovation* » (chiffre 3, let. j) :

« *Les recherches fondées sur des expériences impliquant des êtres vivants sont menées dans le respect rigoureux des règles d'éthique spécifiques* » (chiffre 3, let. d). Les principales règles en vigueur sont édictées dans les « *Principes d'éthique et directives pour l'expérimentation animale* » de l'Académie Suisse des Sciences Médicales (ASSM) et l'Académie Suisse des Sciences Naturelles (SCNAT)¹⁴. Celles-ci exigent de « *réduire, autant que possible, l'expérimentation animale* » (point 2.5) « *et de soutenir la mise au point de méthodes de substitution* » (point 5.4).

La loi fédérale sur la protection des animaux est claire¹⁵ : « *Elle (la Confédération) encourage notamment, en collaboration avec les hautes écoles et l'industrie, le développement, la reconnaissance et l'application de méthodes qui peuvent remplacer des expériences sur les*



L'Université doit réellement s'engager dans le développement des méthodes de remplacement

animaux ou réduire soit le nombre des animaux utilisés, soit les contraintes qui leur sont imposées » (Art. 22, chiffre 2).

L'Université est un établissement de droit public doté de la personnalité morale, placé sous la surveillance du Conseil d'Etat qui l'exerce par l'intermédiaire du Département.

L'art. 21 LU dispose que l'Etat et l'Université négocient tous les quatre ans les objectifs assignés à l'Université. Les deux parties se réunissent au moins une fois par année afin de permettre l'adaptation, la réorientation ou la redéfinition des conditions de la convention d'objectifs (COB) ¹⁶. Elles conviennent d'étudier les conditions de renouvellement de la convention au moins douze mois avant son échéance (art. 21, al 2 COB).

La COB en cours pour les années 2012 à 2015 fixe plusieurs objectifs stratégiques, notamment :

Objectifs 2 : Développer les pôles d'excellence de l'Université en définissant des priorités basées notamment sur les centres de compétences sélectionnés par le Fonds national suisse de la recherche scientifique (Pôles de recherche nationaux).

Indicateurs 1 : Nombre de citations dans les domaines choisis en comparaison mondiale (base 100 = impact moyen des publications à l'échelle mondiale)

Or, le domaine des méthodes alternatives n'est pas une priorité pour le FNS. Celui-ci ne finance ni ne soutient aucun projet visant leur développement. On publie également peu d'articles scientifiques dans ce domaine. Dès lors, établir un indice de qualité en fonction du nombre de publications ou de citations revient de facto à dévaloriser leur intérêt.

Malgré tout, le développement des alternatives est en plein essor et de futures applications importantes en matière de santé publique peuvent être attendues. **En termes de renommée, l'Université aurait beaucoup à gagner en s'engageant dans ce domaine novateur.** Cet objectif serait aussi conforme à l'objectif 9 COB qui vise à « *stimuler la créativité autour de projets novateurs et créateurs de valeur économique, en développant notamment un centre de créativité* ».

Enfin, l'aspect éthique doit être abordé. Si nous nous devons de soulager la souffrance humaine, il est de notre devoir moral d'éviter, autant que possible, d'y parvenir aux dépens de souffrances animales. Le développement de nouvelles méthodes de recherche sera le meilleur moyen d'y contribuer.

Nous vous invitons, Mesdames et Messieurs les députés, à réservé un accueil favorable à cette motion.



Il n'est absolument pas du ressort de l'Université de participer au développement de ces méthodes alternatives, seule lui incombe la possibilité de soutenir leur mise en œuvre, annonçait le représentant de l'Université de Genève à l'occasion de la conférence du 30 avril 2014. Selon lui, il s'agirait d'une « *atteinte à la liberté académique fondamentale* ». Faut-il préciser que ce chercheur a mené sa carrière académique grâce à l'expérimentation animale et qu'il en vit toujours confortablement ?

Il n'y a rien à attendre de ces chercheurs pour espérer un changement de pratiques.

Sources :

1. « *Drug development: Raise standards for preclinical cancer research* » Nature 483, 531–533 (29 March 2012) doi:10.1038/483531a
C. Glenn Begley & Lee M. Ellis
<http://www.nature.com/nature/journal/v483/n7391/full/483531a.html>
2. « *Believe it or not: how much can we rely on published data on potential drug targets?* » Nature Reviews Drug Discovery 10, 712 (September 2011) Florian Prinz, Thomas Schlange & Khursru Asadullah <http://www.nature.com/nrd/journal/v10/n9/full/nrd3439-cl.html>
3. Magazine Horizons, mars 2014, p. 31
http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/horizonte/Horizonte_gesamt/Horizons_100_F.pdf
4. John P.A. Ioannidis est professeur de médecine et de politique de santé publique à l'Université de Stanford (Etats-Unis). Son article « *Why most published Research Findings are False* », paru en 2005 dans la revue Plos Medicine, a été consulté en ligne plus d'un million de fois. <http://www.plosmedicine.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pmed.0020124>
5. « *How science goes wrong* » et « *Trouble at the lab* », 19 octobre 2013, The Economist <http://www.economist.com/news/leaders/21588069-scientific-research-has-changed-world-now-it-needs-change-itself-how-science-goes-wrong>
<http://www.economist.com/news/briefing/21588057-scientists-think-science-self-correcting-alarming-degree-it-not-trouble>
6. Magazine Horizons, mars 2014, p. 47
http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/horizonte/Horizonte_gesamt/Horizons_100_F.pdf
7. Statistiques de l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires OSAV <http://tv-statistik.ch/fr/statistique-simples/index.php>
8. « *Toujours plus d'expérimentations animales à l'université* », 3 décembre 2013, le Courrier http://www.lecourrier.ch/116862/toujours_plus_d_experimentations_animales_a_l_universite
9. « *Expérimentation animale Audit du processus d'autorisation, des coûts et du mode de financement* », février 2009 [http://www.efk.admin.ch/images/stories/efk_dokumente/publikationen/evaluationen/Evaluationen%20\(23\)/6311_ZF_f.pdf](http://www.efk.admin.ch/images/stories/efk_dokumente/publikationen/evaluationen/Evaluationen%20(23)/6311_ZF_f.pdf)
10. <http://www.forschung3r.ch/fr/information/>
11. Loi sur l'université (LU) C I 30 du 13 juin 2008 http://www.geneve.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_CI_30.html
12. Comité d'éthique et de déontologie de l'Université <http://www.unige.ch/ethique/index.html>
13. Charte d'éthique et de déontologie, entrée en vigueur le 1er avril 2010 <http://www.unige.ch/ethique/charte.html>
14. « *Principes d'éthique et directives pour l'expérimentation animale* » édictées en 1983 (révisées en 1993 et 2005) par l'Académie Suisse des Sciences Médicales (ASSM) et l'Académie Suisse des Sciences Naturelles (SCNAT) <http://www.samw.ch/fr/Ethique/Ethique-animale.html>
15. Loi fédérale sur la Protection des animaux (Ch. 3 Recherche, Art. 22) <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20022103/index.html>
16. Convention d'objectifs (COB) en cours pour les années 2012 à 2015 <http://www.unige.ch/rectorat/static/2013/COB20122015.pdf>

Réduction et remplacement des expériences sur animaux en Suisse

Proposition du Département fédéral de l'intérieur (DFI)

« Durant le dernier quart de siècle, aucune initiative concertée en faveur des 3R à l'échelle de la Suisse n'a été déployée. Il existe toutefois des arguments scientifiques, économiques, éthiques et sociaux forts en faveur d'un Programme national de recherche pour les 3R »

Dans son communiqué¹ mis en ligne le 13 janvier 2014, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) du DFI publie sa proposition de Programme national de recherche (PNR) visant à réduire durablement le nombre d'expériences sur les animaux et de limiter le plus possible la souffrance animale, adressée le 9 janvier 2014 au Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation.

Il est proposé de dégager des moyens financiers pour découvrir et développer de manière ciblée des méthodes alternatives à l'expérimentation animale, ainsi que des nouvelles techniques et procédures permettant de réduire le nombre d'expérimentations animales et de diminuer la contrainte imposée aux animaux.

Enfin !

La Confédération consacre moins de CHF 400'000.- aux méthodes substitutives

La LSCV dénonce depuis des années le manque de soutien financier public consacré au développement de nouvelles méthodes de remplacement.

La législation fédérale oblige pourtant la Confédération à soutenir financièrement « le développement, la reconnaissance et l'application de méthodes qui peuvent remplacer des expériences sur les animaux » (art. 22, al. 2 LPA). Mais les fonds alloués chaque année aux chercheurs par le biais de la Fondation Recherches 3R² pour ces méthodes ne dépassent pas les CHF 400'000.- !

Des dizaines de millions financent des expérimentations animales

A l'inverse, la Confédération alloue chaque année par le biais du FNS plus de CHF 70 millions pour des expérimentations animales. De ce montant, CHF 50 millions ne sont consacrés qu'aux salaires des chercheurs.

Au niveau des cantons, l'Université de Genève déclarait³ le 3 décembre passé prélever CHF 7 millions de ses fonds propres pour financer des expérimentations animales, et seulement CHF 300'000.- pour les méthodes substitutives!



Coûts annuel de fonctionnement des animaleries publiques : CHF 80 millions

Ces chiffres mentionnés précédemment ne prennent pas en compte les frais liés à la détention des animaux dans nos laboratoires, lesquels se montent chaque année à CHF 80 millions (46 millions à la charge de la Confédération, 25 millions à la charge des cantons)⁴. Les investissements programmés dans les animaleries publiques au cours des années 2009 à 2013 étaient de 65,5 millions.

Nouvelles constructions : des centaines de millions supplémentaires

Dans le canton de Genève, la construction d'une extension à sa faculté de médecine (CMU) pour un coût de CHF 149 millions est toujours en cours. Elle lui permettra de doubler la capacité de ses animaleries, pour un total d'environ 30'000 animaux. Quel sera le coût pour les contribuables de cette nouvelle animalerie ? Interrogé une première fois le 30 septembre passé, le Conseil d'Etat genevois refuse toujours de répondre⁵.

Quant au canton de Zürich, ce sont CHF 124 millions qui sont programmés pour la construction d'une nouvelle structure permettant la détention de 40'000 animaux à l'Ecole polytechnique fédérale de Zürich.

Expérimentations animales dans nos Hautes écoles : des expériences cruelles et toujours plus nombreuses

Le nombre d'expériences et d'animaux utilisés par les Hautes écoles et hôpitaux en Suisse

augmente chaque année (+ 8 % en 2012)⁶. Parmi le millier d'expériences en cours, certaines sont de la cruauté pure⁷ et sont exécutées depuis de nombreuses années : administration de chocs électriques, suspension par la queue, nage forcée, agressions volontaires entre animaux, le tout pour études fondamentales dont aucune n'a encore permis une quelconque application clinique.

Les méthodes substitutives sont l'avenir de la recherche médicale

*« Les petits animaux de laboratoire sont souvent utilisés pour étudier des processus sur un modèle. Etant donné les différences physiologiques entre les espèces animales, les données obtenues ne sont toutefois transposables ni à l'homme ni à d'autres espèces animales (...) Du point de vue économique, il existe plusieurs raisons importantes de soutenir une stratégie de recherche 3R coordonnée. Les expériences menées sur les animaux coûtent cher tandis que les méthodes alternatives par exemple *in vitro* sont souvent moins onéreuses et plus rapides, fournissent des résultats plus fiables » rappellent les scientifiques à l'origine du projet de PNR (p.3/5).*

Dans des domaines comme l'oncologie, seules 40% des études menées chez la souris donnent des résultats similaires chez l'homme. Le problème étant que ces correspondances n'ont été validées qu'après étude sur l'homme, ce qui signifie que le modèle animal n'est pas prédictif. On sait qu'environ un résultat sur deux sera applicable à l'homme, mais on ne sait pas à l'avance lequel. Plus globalement,

sur 10 molécules ayant passé le stade de la recherche préclinique (jusqu'à l'animal), seule 1 molécule sera finalement admise sur le marché.

Le développement de nouvelles méthodes substitutives employant des cultures cellulaires ou tissulaires humaines (*in vitro*) et modèles informatiques (*in silico*) ne sont pas un frein à l'innovation dans le domaine de la recherche médicale. Elles sont au contraire une chance pour permettre l'exécution d'études dont les résultats seront pertinents et transposables à l'homme.

Merci !

Bien sûr, la proposition de PNR transmise par l'OSAV ne signifie pas qu'il va être accepté. Et même en cas d'acceptation, les démarches liées à la mise en place d'un PNR peuvent être longues. Néanmoins, le fait qu'un pas se fasse (enfin) dans la direction des méthodes de remplacement est une nouvelle encourageante.

La LSCV remercie les auteurs de ce projet, bien qu'il soit clair que certains parmi eux visent par la réalisation de ce PNR également un moyen de mieux faire accepter par la population la pratique de l'expérimentation animale si elle devait induire moins de souffrance aux animaux.

La LSCV remercie l'OSAV. Il porte une part de responsabilité dans l'inefficience depuis 25 ans de la Fondation Recherches 3R et son réveil est tardif. Mais il a au moins le mérite d'avoir eu lieu.

La LSCV remercie également les conseillères nationales Maja Graf (BL-Vert) et Isabelle Chevalley (VD-Vert libéraux), qui par leurs actions et interventions régulières⁸ ont permis une évolution de la situation.

Notes :

¹ <http://www.blv.admin.ch/themen/tierschutz/00777/index.html?lang=fr>

² Extrait du dernier rapport annuel de la Fondation Recherches 3R

« (...) Au vu des ressources financières limitées, le délai pour l'appel de projets a été ramené à février 2012 et une nouvelle procédure de traitement des demandes en deux étapes a été mise en place (...) Deux demandes ont finalement été écartées parce que l'enveloppe budgétaire était épuisée».

<http://www.forschung3r.ch/fr/information/jbl2.html>

³ Article paru dans le journal « Le Courrier » le 3 décembre 2013 http://lscv.ch/images/experimentation/experimentations/cantons/geneve/campus_biotech/2013/2013_12_03_Le_Courrier.pdf

⁴ rapport du Contrôle fédéral des finances « Expérimentation animale. Audit du processus d'autorisation, des coûts et du mode de financement », février 2009. http://lscv.ch/images/experimentation/experimentations/download/2009_02_Rapport_Controle_federal_des_finances_Animaleries.pdf

⁵ http://lscv.ch/pages/experimentations/experimentation/cantons/geneve/campus_biotech/2013/2013_11_29_communiqué.html

A propos des PNR

Les programmes nationaux de recherche (PNR) sont un instrument important de la Confédération pour encourager la recherche scientifique dite orientée. Les PNR servent à produire du savoir opératoire et du savoir d'orientation dans le but de répondre à des problèmes d'actualité de la société et de l'économie. Depuis la création de cet instrument, plus de 70 PNR ont été réalisés. Un PNR court sur environ cinq ans.

La sélection des thèmes se fait dans une logique bottom-up. Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation SEFRI recueille les propositions thématiques émanant des milieux intéressés. A la suite d'un processus d'évaluation débouchant sur une proposition du Département fédéral de l'économie, de la formation et de la recherche DEFR, le Conseil fédéral arrête périodiquement les thèmes et l'enveloppe financière de nouveaux PNR, dont l'exécution est confiée au Fonds national suisse de la recherche scientifique (FNS). Pour chaque nouveau programme, le FNS établit un plan d'exécution et un projet de mise au concours.

Une fois le plan d'exécution approuvé par le DEFR, le PNR fait l'objet d'une mise au concours qui marque le lancement officiel du programme. Les projets de recherche déposés passent par la procédure d'évaluation ordinaire du FNS.

Les PNR durent quatre à cinq ans et sont dotés de 5 à 20 millions de francs.



⁶ <http://tv-statistik.ch/fr/statistique-simples/index.php>

⁷ <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/20059553>
Genes Brain Behav. 2010 Jun - The role of NCAM in auditory fear conditioning and its modulation by stress: a focus on the amygdala. Bisaz R, Sandi C. Laboratory of Behavioral Genetics, Brain Mind Institute, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne

<http://www.nature.com/tp/journal/v3/n1/full/tp2012144a.html>

Translational Psychiatry (2013) - Peripuberty stress leads to abnormal aggression, altered amygdala and orbitofrontal reactivity and increased prefrontal MAOA gene expression. C Márquez, G L Poirier, M I Cordero, M H Larsen, A Groner, J Marquis, P J Magistretti, D Trono and C Sandi
Laboratory of Behavioral Genetics, Brain Mind Institute, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne

⁸ 12.3660 – Postulat - Commission de la science, de l'éducation et de la culture CN

Avenir de la Fondation Recherches 3R et méthodes de substitution à l'expérimentation animale http://www.parlement.ch/f/cherche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20123660

11.1085 – Question Graf Maya
Deniers publics affectés aux expériences sur animaux. Accroître la transparence http://www.parlement.ch/f/cherche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20111085

10.3576 – Interpellation Graf Maya
Fondation Recherches 3R. Quo vadis? http://www.parlement.ch/f/cherche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20103576

10.3575 – Interpellation Graf Maya
Fonds national suisse. Recherche sur les expérimentations animales et sur les méthodes de substitution http://www.parlement.ch/f/cherche/pages/geschaefte.aspx?gesch_id=20103575

26 avril 2014

Journée internationale pour l'abolition de l'expérimentation animale

Organisée pour la première fois en Suisse, cette journée de manifestations fixée le 26 avril 2014 aura aussi été l'occasion de rassembler plusieurs organisations pour des actions simultanées.

La LSCV a tenu des stands à Bâle-Ville et Genève, l'ATRA un autre sur la Piazza Dante à Lugano, l'AG STG courrait après des lapins échappé d'un labo au centre de Winterthour, Lausanimaliste et Animus cause animale étaient sur la Place Saint-François et la Place de la Pallud à Lausanne, et le Tierrechtsgruppe Zürich manifestait à l'aéroport de Zürich contre le transport des singes par la compagnie Air France-KLM.

La Ligue remercie tous les bénévoles et activistes qui ont contribué au succès de cette journée, qui sera probablement reconduite.



AG STG



26 avril 2014

Journée internationale pour l'abolition de l'expérimentation animale



ASSEZ D'ABUS DANS NOS LABORATOIRES

En 2010, Un scientifique est condamné par le Tribunal pénal de Fribourg pour avoir fait souffrir inutilement des animaux lors de ses expériences. Ce chercheur avait obtenu une licence pour effectuer des expériences sur des rats et des souris. Il a été démontré qu'il a implanté sous la peau des comprimés hormonaux cancéreux sur les rats et souris effectués par le cadre de nouvelles expériences dans le cadre de leur travail sans aucun motif scientifique, qui a été jugé comme étant inutile et inhumain. Des recherches officielles ont montré que ces comprimés sont utilisés pour la recherche scientifique (PNR). Le service vétérinaire commandé d'Argovie a également déclaré que les expériences effectuées par ce chercheur étaient inutiles et délivrées en violation de la législation. Les expériences effectuées sont considérées comme étant inutiles et inhumaines. Des recommandations ont été formulées pour amender pour la prochaine révision de leur règlement et en vertu à la mort de fauves à maltraiter ». Dans le canton de Zurich, le 26 avril 2014, une manifestation a été organisée à l'aéroport de Zurich contre le transport des singes par la compagnie Air France-KLM. Pour les rends malades, il s'agissait d'inviter une modèle infirme déjà renommée des milliers d'heures de travail pour faire une démonstration publique à l'aéroport de Zurich et au port de la ville de Genève. Pas de problème pour le chercheur qui est accusé les bras ouverts pour faire une démonstration publique sur l'infirmité sans problème l'acclame n'importe quel modèle pour pratiquer son expérience.

L'argent public doit financer des méthodes modernes et performantes

Pour justifier la pratique de l'expérimentation animale, les chercheurs font mention de l'impossibilité d'effectuer ces mêmes études sur des modèles substitués. Mais comment peut-on prouver que ces modèles substitués sont moins bons que les modèles animaux concernant la recherche et le développement ? Avec des fonds en suffisance et la possibilité pour les chercheurs de mener une carrière scientifique sans animaux, la recherche médicale sera alors plus prospère et plus efficace. C'est pourquoi nous demandons à nos élus de faire tout ce qu'ils peuvent pour empêcher la recherche bloquée toute innovation dans ce domaine. Seuls les chercheurs qui pratiquent des expériences sur des modèles animaux sont responsables de l'expérimentation animale. La Confédération fait également d'encourager à développer le recours à l'application de méthodes modernes et performantes. Les fonds publics alloués par la Confédération sont actuellement rejetés comme suit :



Bâches, dépliants informatifs et t-shirt ont été édités pour l'occasion



ATRA

Mai 2014 - Nestlé à l'EPFL



Qui paye commande

Stupéfaction dans la presse, suite à la publication forcée par le Préposé fédéral à la protection des données, du contrat de sponsoring liant Nestlé à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL).

Depuis 2006, la multinationale vaudoise cofinance à hauteur de CHF 5 millions annuels, deux chaires au sein de l'EPFL visant l'étude de « la relation entre la nutrition et le cerveau ». « Les professeurs bénéficieront de toute la liberté académique et de publication » assurait l'EPFL à la signature du contrat. La mise en ligne du contrat dévoile quant à lui que la nomination des professeurs doit être soumise à Nestlé pour approbation ! Empruntée, l'EPFL joue la nonchalance. Ah bon, il y aurait un problème ? « Nestlé a été très souple et agréable dans le processus de recrutement » rassure le porte-parole l'EPFL, assurant qu'il s'agit d'une « pratique usuelle », qui « ne menace pas l'indépendance des scientifiques et les scientifiques le confirment ». Ouf. On ne mord pas la main de son maître.

Rappelons que les études de haut vol menées par Nestlé à l'EPFL visent à inscrire la nécessité de recourir à tout un tas de compléments alimentaires – si possible produits par la multinationale – au motif de santé publique. « Il vaut mieux anticiper les problèmes de santé et trouver des produits qui puissent par exemple lutter contre Alzheimer ou les problèmes de vieillissement. Et s'ils sont remboursés, autant que cela se fasse quand vous n'êtes pas malades » annonçait en septembre 2010 le Président de Nestlé Peter Brabeck.

Depuis des années, ce sont des milliers d'animaux qui se voient affligés d'un tas de maladies par injections, chirurgie ou ingestion de produits chimiques, avant d'être bousrés de compléments alimentaires avec l'espoir que le

tiroir caisse finira bien par retentir à force d'expérimenter tous azimuts.

Les Hautes écoles vivent de leur renommée, laquelle est grandement tributaire du nombre de publications scientifiques que ses chercheurs produisent, et des fonds privés externes qu'elles attirent. Plus de renommée signifie aussi plus de financement public. L'EPFL se moque de contribuer à la production d'études minables. Tant que l'argent y entre et que des publications en sortent, c'est tout ce qui compte.

Les abattoirs sont inutiles. Fermons-les !

Animaux entassés durant leur transport, déchargés avec brutalité, abattus par électrocution ou assommés et égorgés, parfois encore conscients. L'animal qui finit dans notre assiette, qu'il provienne d'un élevage bio ou conventionnel n'aura enduré que des souffrances pour satisfaire notre consommation de viande. Nous pouvons nous en passer.

Manifestation le 12 juillet 2014 sur la Münsterplatz de Berne

En collaboration avec les organisations Tier-im-Fokus et le Tierrechtsgruppe Basel, la délégation alémanique de la Ligue appelle à une **grande protestation bruyante et colorée**, en faveur de la fermeture de tous les abattoirs! Rejoignez-nous en faveur des droits des animaux!

POUR LA FERMETURE DES ABATTOIRS!

MANIF • 12 JUILLET 2014 • 14:00
MÜNSTERPLATZ BERNE



Expérimentations animales à Fribourg

Novartis vend son centre à l'américain Lilly

Le domaine agricole s'étend sur 100 hectares et comprend une immense ferme expérimentale. Les chercheurs infectent chaque année des centaines de chiens, chats et autres animaux de rente, par des parasites en vue de développer de nouveaux produits vétérinaires. En activité depuis les années 1970, le centre a déjà expérimenté des dizaines de milliers d'animaux et emploie une centaine de personnes.

Novartis a liquidé son centre fribourgeois à l'entreprise pharmaceutique Eli Lilly, mais continuera à mener des expériences similaires sur ses sites de Bâle, aux Etats-Unis et au Canada.



Editorial

Internet ist nicht alles

Liebe Mitglieder, liebe Freundinnen und Freunde der Liga
Liebe Leserinnen und Leser

Wir erhalten regelmässig Zuschriften von Mitgliedern, die uns daran erinnern, dass sie weder über einen Computer noch über Internetzugang verfügen und deshalb die vielen Internetquellen und Links in unserer Zeitung nicht einsehen können.

Wir können Sie beruhigen: Die Zeitung bleibt das Hauptinformationsmittel der Liga. Das schliesst aber andere Kommunikationswege nicht aus. Die Liga blickt auf eine lange Geschichte zurück und viele unserer geschätzten Mitglieder unterstützen unsere Aktivitäten bereits seit Jahrzehnten. Die 10'000 Mitglieder der Liga decken alle Altersklassen und Generationen ab. Unsere Info-Mails sowie die französische und die deutsche Facebook-Seite entsprechen den Bedürfnissen unserer jüngeren Mitglieder.

Das Internet bietet aber vor allem auch unbegrenzte Möglichkeiten für die Archivierung und die Veröffentlichung der Dokumente im Netz. Selbstverständlich (!) können Sie sich auf den Inhalt der in der Zeitung veröffentlichten Artikel voll und ganz verlassen. Wir überprüfen die Quellen der publizierten Informationen und bemühen uns, die Inhalte sachlich wiederzugeben. Früher war es für die Leser nur schwer möglich, die am Ende eines Artikels angegebenen Quellen in Papierform einzusehen oder die Publikation überhaupt erst zu finden.

Dank dem Internet können alle Dokumente digitalisiert und online bereitgestellt werden. Die in der LSCV-Zeitung veröffentlichten Artikel und Quellen sind über das Internet öffentlich zugänglich. So können interessierte Leser die Korrektheit der Quellen überprüfen und stossen dabei vielleicht auf weitere Dokumente, über die sie sich noch tiefer in ein Thema einlesen können.

Die vielen Internetquellen, die in der Zeitung überall anzutreffen sind, bringen nicht weniger, sondern mehr Informationen und Inhalte, die wir unserer Leserschaft früher nicht vermitteln konnten.

In der aktuellen Ausgabe berichten wir über mehrere erfreuliche Projekte im Bereich der tierversuchsfreien Alternativmethoden in der Forschung. Es ist erst ein Anfang, aber ein vielversprechender. Unsere Aktion gegen das neue Tierversuchszentrum im Campus Biotech vom November 2013 zog weite Kreise: Studenten, Politiker und Forschende lancierten in der Folge gleichzeitig verschiedene Aktionen zum gleichen Thema. Sie verlangen ebenfalls, dass die Tauglichkeit des Tiermodells für die Humanforschung und mögliche Alternativmethoden grundsätzlich diskutiert werden. Die nächsten Monate werden über den Erfolg dieser Aktionen entscheiden. Der Widerstand von Forschenden, die mit Tierversuchen ihren Lebensunterhalt verdienen, ist gewaltig.

Sie finden in dieser Ausgabe das Protokoll der letzten Generalversammlung. Alle Vorstandsmitglieder, die wieder zur Wahl antraten, wurden in ihrem Amt bestätigt. Der Vorstand wird künftig durch zwei neue Mitglieder verstärkt. Die beiden neuen Mitstreiter kommen aus Baselland und Genf und sind zum Glück alles andere als virtuell.

Wir wünschen Ihnen allen einen schönen Sommer und grüssen Sie herzlich.

Der Vorstand

Protokoll der Generalversammlung und für die Rechte des Tieres

Eröffnung der Generalversammlung um 14 Uhr

Anwesende Vorstandsmitglieder:

Max Moret (Präsident), Luc Fournier (Vizepräsident), Maja Schmid (Kassierin), Laurianne Parent (Vorstandsssekretärin), Sylvie Benoît, Suzanne Karagöz

Abwesende und entschuldigte Vorstandsmitglieder:

Damiann Clerc, Michèle Loisel, Suzanne Wachtl

Traktandenliste

1. Verlesung des Protokolls der letzten Generalversammlung
2. Bericht des Präsidenten
3. Bericht der Kassierin und der Rechnungsprüfer
4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte
5. Statutarische Wahl des Vorstands
6. Wahl der Rechnungsprüfer
7. Ein-/Austritte
8. Varia

Eröffnung der Generalversammlung

Der Präsident eröffnet die Sitzung und dankt den Mitgliedern für ihr Erscheinen. Er gibt die ordnungsgemässen Einberufung der Generalversammlung gemäss Artikel 60 des Schweizerischen Zivilgesetzbuches und den Statuten der Liga bekannt. Da beim Vorstand kein schriftlicher Antrag eingereicht wurde, kann die Generalversammlung gemäss Traktandenliste abgehalten werden.

Unterzeichnen Sie die Petition für ein Importverbot von Pelzprodukten, die von tierquälerisch gehaltenen, gefangenem oder getöteten Tieren stammen.

Petition S.40

Ablauf der Sammelfrist:
31. Dezember 2014

Vielen herzlichen Dank!



IMPRESSUM Schweizer Liga gegen Vivisektion

Die 1883 gegründete Schweizer Liga gegen Vivisektion (SLGV) ist ein Verein im Sinne von Art. 60 des Zivilgesetzbuches. Sie verfolgt folgende Ziele: Bekämpfung der Versuche an lebenden Tieren (Vivisektion) im medizinischen, wissenschaftlichen, militärischen, industriellen und gewerblichen Bereich. Die SLGV nutzt dabei alle gesetzlichen Mittel und strebt die Abschaffung der Tierversuche an. Förderung und Finanzierung aller alternativen wissenschaftlichen Methoden, die zur Abschaffung der Tierversuche beitragen. Die SLGV wird ausschliesslich durch Spenden und Legate finanziert. Sie erhält keinerlei Subventionen der öffentlichen Hand und ist somit vollkommen unabhängig. Als gemeinnütziger Verein ist sie von den Steuern befreit. Alle Spenden ab CHF 100.- sind steuerabzugsfähig. Gemäss Art. 19 ihrer Statuten ist die SLGV nicht gewinnorientiert. Ihr Vermögen kann nur für die angestrebten Ziele eingesetzt werden.

Publikation: Vierteljährlich erscheinende Zeitung. Ohne gegenteilige Hinweise wurden die Artikel von der SLGV verfasst. **Desktop Publishing (DTP) und Layout:** SLGV **Druck:** Atar Roto Presse SA, auf Recycling-Papier 60 g/m² **Redaktionssvorstand:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Adresse:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Postfach 148, CH - 1226 Thônex / GE **T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 admin@lscv.ch www.lscv.ch** **Das Büro ist von Montag bis Donnerstag von 9.00 – 12.00 Uhr und von 14.00 – 17.00 Uhr sowie am Freitag von 9.00 – 12.00 Uhr geöffnet.** **Jahresbeitrag für Mitglieder:** mindestens CHF 15.– **PSchKto 12-2745-6 IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 BIC POFICHBEXXX**

ammlung der Schweizer Liga gegen Vivisektion vom 5. April 2014 in Thônex, Genf

1. Verlesung des Protokolls der letzten Generalversammlung vom 23. März 2013

Da die anwesenden Mitglieder das Protokoll in der Juniausgabe 2013 der LSCV-Zeitung zur Kenntnis genommen haben, wird auf die Verlesung verzichtet und das Protokoll genehmigt.

2. Bericht des Präsidenten

Der Präsident kommt kurz auf die im Geschäftsbericht 2013 beschriebenen Aktivitäten zu sprechen. Der im Jahresabschluss ausgewiesene Ausgabenüberschuss geht auf die zahlreichen Aktionen zurück, die im Laufe des Jahres durchgeführt wurden, und ist unproblematisch. Die finanzielle Lage der Liga ist nach wie vor sehr gut. Die Karten-Mailings werden weitergeführt, denn sie generieren Einnahmen für neue Projekte und bieten Gelegenheit, den Zweck und die Ziele der Liga bekannt zu machen.

An der diesjährigen Generalversammlung wird der Vorstand für die nächsten drei Jahre gewählt. Der Präsident hatte zwar seinen Rücktritt angekündigt, da kein Vorstandsmitglied seine Nachfolge antreten möchte, tritt er aber erneut zur Wahl an.

Der Präsident erinnert die Anwesenden an die Statuten der Liga und weist darauf hin, dass die Unterstützung von Tierheimen in Not zu ihren festgeschriebenen Aufgaben gehört. Die Finanzhilfe beläuft sich auf etwa 65'000 Franken pro Jahr und dient hauptsächlich der Deckung von Tierarzt- und Futterkosten. Finanzielle Unterstützung kann auch in Form von rückzahlbaren Darlehen gewährt werden. Als Beispiel nennt der Präsident ein Tierheim, das zum Jahresende nicht mehr über genügend flüssige Mittel verfügte und von der Liga unterstützt wurde.

Ein Mitglied fragt, ob für den plötzlichen Liquiditätsmangel eines Tierheims nicht eine schlechte Führung verantwortlich sein könnte.

Oscar Appiani, Gründer des Tierheims Cottendarf im Kanton Neuenburg, ergänzt die Ausführungen des Präsidenten. Der Tätigkeitsumfang eines Tierheims hänge von der Anzahl aufgenommener Tiere ab und nicht alle Kosten seien vorhersehbar. Sein Tierheim diene zudem als kantonale Auffangstation, der Kanton Neuenburg vergüte die Kosten für die Betreuung der Tiere aber nicht ausrei-

chend. Deshalb hätte die Institution Ende Jahr mit finanziellen Schwierigkeiten gekämpft. Ein zinsloses Darlehen, das übrigens in der Zwischenzeit zurückbezahlt worden sei, habe die Situation entschärft. Appiani dankt dem Präsidenten und der Liga für die finanzielle Unterstützung.

Als Nächstes kommt der Präsident auf die finanzielle Unterstützung eines jungen Forschers zu sprechen, der ein neues 3-D-Zellmodell eines Lungentumors entwickelt. Das Modell verwendet ausschliesslich menschliches Gewebe, das aus in Spitäler entnommenen Biopsien stammt. Es soll dazu dienen, die Toxizität neuer Substanzen sowie neue Krebstherapien zu untersuchen.

Die Aktionen in den Kantonen Waadt und Genf kamen in der Öffentlichkeit sehr gut an. Dies, obwohl sie von den Medien ignoriert wurden und Inserate, die in der Tribune de Genève und in 24 Heures hätten geschaltet werden sollen, censiert wurden. Über die Aktionen in Freiburg berichteten die lokalen Medien hingegen ausführlich.

Die in Zusammenarbeit mit anderen Tierschutzorganisationen durchgeführte Stopp-Pelz-Kampagne zeigte nur geringe Wirkung. Auf den Strassen sind nach wie vor viele Pelzkragen zu sehen.

Der Präsident schliesst seine Ausführungen mit einem Dank an den Vizepräsidenten Luc Fourrier für die geleistete Arbeit und an die Kassierin Maja Schmid für die Verwaltung der Liga.

3. Bericht der Kassierin und der Rechnungsprüfer

Auch dieses Jahr reiste die Kassierin zu den Rechnungsprüfern in den Kanton Neuenburg. So blieb Letzteren mehr Zeit, um die Buchhaltung zu prüfen und Fragen zur Verwendung der Gelder zu stellen.

Die Kassierin Maja Schmid trägt ihren Bericht der Generalversammlung vor. Anschliessend verliest Sylvie Benoît den Bericht der Rechnungsprüfer (siehe Bericht 2013 der Kassierin und Bericht 2013 der Rechnungsprüfer).

4. Diskussion und Abstimmung über die beiden Berichte

Da zu den beiden Berichten keine Fragen eingehen, schlägt der Präsident vor, zur Abstimmung überzugehen. Die Berichte werden einstimmig angenommen.

Bericht 2013 der Kassierin

Sehr geehrte Damen und Herren

In unserer Zeitung vom März 2014 haben wir über die Aktivitäten der Liga im Jahr 2013 berichtet und den Jahresabschluss per 31. Dezember 2013 publiziert.

Wir danken Marie Jonquille, dass sie sich auch weiterhin um die Buchführung und die Bilanz kümmert. Ein herzliches Dankeschön gebührt auch Sylvie Benoît und Oscar Appiani, die in ehrenamtlicher Arbeit die Bücher und Belege 2013 der Liga geprüft und am 19. Februar 2014 im neuengburgischen Cottendarf die Jahresrechnung genehmigt haben.

Das Jahr 2013 schloss mit einem Nettoverlust von CHF 281'595.08. Grund dafür sind die zahlreichen Aktionen, die wir 2013 beendet haben oder die noch immer laufen. Zu den abgeschlossenen Aktivitäten gehört unter anderem die Aktion gegen die Tessiner Behörden, die Anfang 2013 endete. Weiter hat sich die Liga zum fünften Mal in Folge an der Finanzierung des Lehrstuhls für Alternativmethoden der Universität Genf beteiligt. Zu den laufenden Aktivitäten zählen die Beteiligung an der schweizweiten Plakatkampagne «Stopp-Pelz», die in Zusammenarbeit mit anderen Tierschutzorganisationen durchgeführt wurde, eine Informationskampagne zu missbräuchlichen Tierversuchen im Kanton Waadt sowie eine weitere Aktion im Kanton Genf, wo wir zudem die Petition «Für ein Kompetenzzentrum zur Entwicklung neuer, tierversuchsfreier Alternativmethoden» lanciert haben.

Die Finanzen der Liga stehen aber trotzdem auf gesunden Beinen und der Kampf für das Tierwohl wird langfristig Früchte tragen.

Maja Schmid
Kassierin

Genf, 5. April 2014

5. Statutarische Wahl des Vorstands

Der Präsident gibt bekannt, dass Suzanne Wachtl sich nicht mehr zur Wiederwahl in den Vorstand stellt, der Liga aber als Mitglied erhalten bleibt. Er übergibt das Wort dem Vizepräsidenten, der zur Wahl des Präsidenten schreitet. Der Vizepräsident bedankt sich bei Max Moret und wünscht ihm, dass er sein Engagement bestmöglich weiterführen kann. Anschliessend stellt er die zwei neuen Mitglieder vor, die sich zur Wahl stellen: Benjamin Frei ist Student der Umweltingenieurwissenschaften in Zürich. Der Tierrechtsaktivist aus dem Kanton Basel-Land kümmert sich um die Organisation der LSCV-Aktionen in der Deutschschweiz.

Paul Ecoffey ist ein Apotheker aus Genf. Er bringt seine wissenschaftlichen Kenntnisse vor allem bei der Führung von Geschäften ein, bei denen es um Tierversuche geht.

Die Generalversammlung schreitet zur Wahl des neuen Vorstands für die Periode 2014–2017. Als Vorstandsmitglieder mit Unterschriftenberechtigung zu zweit sind gewählt:

Präsident, Maxime MORET:
mit einer Enthaltung gewählt

Vizepräsident, Luc FOURNIER:
einstimmig gewählt

Kassierin, Maja SCHMID: einstimmig gewählt
Vorstandssekretärin, Laurianne PARENT:
einstimmig gewählt

Als Vorstandsmitglieder sind gewählt:

Sylvie Benoît (NE), Paul Ecoffey (GE), Benjamin Frei (BL), Michèle Loisel (NE), Suzanne Karagöz (GE), Damiann Clerc (VD): einstimmig gewählt

Der Präsident dankt der Generalversammlung für ihr Vertrauen und schreitet zum nächsten Punkt der Traktandenliste.

6. Wahl der Rechnungsprüfer

Sylvie Benoît und Oscar Appiani stellen sich erneut als Rechnungsprüfer zur Verfügung. Der Präsident weist darauf hin, dass ein dritter Kandidat gebraucht wird. Ein Mitglied fragt, wie gross der Aufwand für die Rechnungsprüfung sei. Der Präsident erklärt, dass die Buchhaltung von der Kassierin und einer externen Buchhalterin fachkundig geführt werde und die Rechnungsprüfer in erster Linie überprüfen müssten, ob das Geld dem Zweck und

den Zielen der Liga entsprechend eingesetzt werde. Der Aufwand beschränke sich folglich auf ein paar Stunden pro Jahr, in denen die gesamte Buchhaltung genau geprüft werde. Nach diesen Erläuterungen stellt sich Michèle Perroud als Kandidatin zur Verfügung.

Der Präsident schreitet zur Wahl. Sylvie Benoît, Oscar Appiani und Michèle Perroud werden einstimmig gewählt.

7. Ein-/Austritte

Im Jahr 2013 sind der Liga 745 neue Mitglieder beigetreten. Damit zählt die LSCV insgesamt etwa 10'000 Mitglieder.

8. Varia

Der Präsident übergibt das Wort den Anwesenden.

Ein Mitglied dankt der LSCV für ihre Arbeit und die dreisprachig verfasste Zeitung. Die Haltung der Medien gegenüber den LSCV-Kampagnen erstaunt ihn nicht. Obwohl er die Aktionen der Liga unterstützt, fragt er sich, ob es irgendwann möglich sein werde, gewisse Tierversuche zu ersetzen und ob die Liga ihren Zweck und ihre Ziele eines Tages erfüllen könne.

Der Präsident entgegnet, dass die Liga sich unmittelbar für einen geringeren Tierverbrauch bei Experimenten und für die Einhaltung des Tierschutzgesetzes einsetze und letztlich eine vollständige Abschaffung der Vivisektion anstrebe. Der Vizepräsident fügt an, dass mittlerweile sogar die Industrie Tierversuchsstudien in Frage stelle. Er erwähnt einen in der naturwissenschaftlichen Fachzeitschrift Nature erschienenen Artikel, in dem eine ehemalige Führungskraft des Pharmaunternehmens Amgen Tierversuche in der Krebsforschung kritisiert, weil sie nicht reproduzierbare und unbrauchbare Ergebnisse hervorbringt. Das Projekt des von der Liga unterstützten jungen Forschers (siehe Punkt 2) zielt darauf ab, das Tiermodell in der Krebsforschung durch neue, zuverlässigere

Modelle zu ersetzen. Letztlich wird die klinische Forschung vom Tiermodell abkommen, weil es nicht gut ist. Wie lange es bis dahin dauern wird, hängt davon ab, wie viele finanzielle Mittel in die Entwicklung von Ersatzmethoden fließen.

Der Präsident fügt an, dass sich Studierende der Universität Genf zusammengeschlossen haben, um das Rektorat von einem Engagement für die Entwicklung von Ersatzmethoden zu überzeugen. Sie konnten am 30. April 2014 in den Räumlichkeiten der Uni Mail einen Vortrag mit anschliessender Diskussion zu organisieren. Details dazu werden demnächst veröffentlicht.

Da sich kein weiteres Mitglied mehr zu Wort meldet, schliesst der Präsident die Generalversammlung um 15 Uhr und lädt die Anwesenden zu einem Apéro ein.

Bericht der Rechnungsprüfenden 2013

Sehr geehrte Damen und Herren

Wir hatten die Aufgabe, die auf den 31. Dezember 2013 abgeschlossene Bilanz sowie die Gewinn- und Verlustrechnung zu prüfen.

Anhand von zahlreichen Rechnungsunterlagen prüften wir auch die Buchhaltung der Schweizer Liga gegen Vivisektion und für die Rechte des Tieres, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex und stellten deren Übereinstimmung mit den ordnungsgemäss geführten Rechnungsbüchern fest.

Zum Abschluss unserer Prüfung empfehlen wir Ihnen die vorgelegte Rechnung zur Annahme. Die Gewinn- und Verlustrechnung des Jahres 2013 schliesst mit einem Defizit von CHF 281'595.08.

Die Rechnungsprüfenden:

Herr Oscar Appiani, Frau Sylvie Benoît
Colombier, 19. Februar 2014

Der Vorstand 2014–2017



Max Moret (GE)
Präsident



Luc Fournier (GE)
Vizepräsident



Maja Schmid (GE)
Kassierin



Laurianne Parent (Fr)
Vorstandssekretärin



Sylvie Benoit (NE)



Damiann Clerc (VD)



Paul Ecoffey (GE)



Benjamin Frei (BL)



Suzan Karagöz (GE)



Michèle Loisel (NE)



Library LSCV

HAPPY BOOK

LSCV-Büro in Freiburg

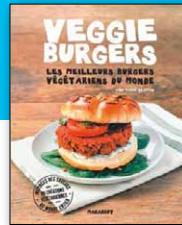
Eröffnung der Buchhandlung Happy Books

Nach mehreren Monaten Vorbereitung konnten wir Anfang Mai unser neues Büro in Freiburg eröffnen.

Die gesamte LSCV-Bibliothek wurde ins Freiburger Büro verlagert und mit neuen Büchern ergänzt. Unsere neue Buchhandlung ist jeden Mittwoch von 10.30 bis 18.00 Uhr geöffnet. Sie bietet Bücher, Zeitschriften, Magazine und andere Publikationen rund um die Themen Tierschutz und Alternativen zu Tierversuchen an. Im Bereich vegetarische oder vegane

Ernährung sind auch Kochbücher erhältlich.

Den Besuchern stehen Tische zur Verfügung, an denen die Werke studiert werden können. Auf Wunsch werden sogar Kaffee, Tee, Fruchtsäfte oder Sirup serviert. Auch Kinder sind willkommen, für sie wurde ein spezieller Bereich eingerichtet.



LSCV - Fribourg
Rue Hans-Geiler 2
1700 Fribourg



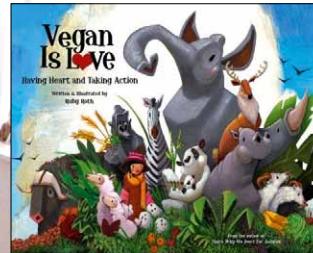
Die Tierschutz-Buchhandlung ist selbstverständlich zu 100 % vegan eingerichtet.

Im LSCV-Shop sind auch T-Shirts und tierversuchsfreie Kosmetika erhältlich.

Bis auf Weiteres ist der Buchladen immer mittwochs geöffnet, außer im Juli und August.

Wenn Sie in der Nähe von Freiburg wohnen und sich am Mittwoch oder einem anderen Wochentag in der Buchhandlung engagieren möchten, melden Sie sich bitte bei Luc Fournier, Vizepräsident der LSCV, unter der Nummer 022 349 73 37.

Wir haben Informationsbroschüren zur LSCV-Buchhandlung Happy Books gedruckt. Zögern Sie nicht, Broschüren bei uns anzufordern, die Sie in Ihrem Umfeld verteilen können.



Das neue Büro befindet sich im Zentrum von Freiburg, nur wenige Gehminuten vom Bahnhof entfernt. Es steht auch allen Mitgliedern offen, die ein Tierschutzprojekt organisieren möchten. Sie finden dort leicht transportables Material für Informationsstände.



Rückblick auf den Vortragsabend vom 30. April 2014 an der Universität Genf

Versuche in der Forschung: Tiermodell oder Alternativmethoden?



Am Vortragsabend, der von Studenten aus verschiedenen Fakultäten der Universität Genf organisiert wurde, nahmen mehr als 200 Personen teil. Vier Referenten sprachen vor vollen Rängen: Die Forscher Denis Duboule und Pierre Cosson als Vertreter des Rektorats, Samuel Constant vom Unternehmen Epithelix, das auf die Entwicklung von Alternativmethoden spezialisiert ist, und Dr. med. vet. André Menache als Vertreter der LSCV.

Die Veranstaltung beschäftigte sich mit folgenden Fragen: Taugt das Tier als Studienmodell für den Menschen? Können Tierversuche in der Forschung ersetzt werden und wenn ja, wie? Wie engagiert sich die Universität Genf (UNIGE) in diesem Bereich?

Im Dezember 2013 gab die UNIGE an, dass aus ihren Eigenmitteln sieben Millionen Franken in Tierversuche und nur gerade 300'000 Franken in Ersatz- oder Alternativmethoden fliessen.

Auch der Bund gibt jedes Jahr rund 100 Millionen Franken für Tierversuche und lediglich 400'000 Franken für Alternativmethoden aus. Liegt der Grund für die geringe finanzielle Unterstützung von Ersatzmethoden in ihrem mangelnden Potenzial? Oder fördert das Forschungssystem grundsätzlich nur Tierversuche und wenn ja, warum?

Das Zusammentreffen versprach interessante Diskussionen, ist es doch eher selten, dass sich Befürworter und Gegner der Vivisektion in einem solchen Rahmen begegnen. Leider verlief die Diskussion nach den Vorträgen der vier Referenten sehr schnell im Sand.

Die zwei vom Rektorat der UNIGE abgeordneten Forscher gaben sich als eifrige Verteidiger der Tierversuche und rechtfertigten die gegenwärtige Situation mit allerlei absurdem Voten: Nein, es ist nicht möglich, etwas zu verbessern. Wir sind schon die besten. Ändern Sie bloss nichts. Dankeschön.

Wenn man bedenkt, dass einer der beiden Forscher gleichzeitig der Inhaber des nicht gerade produktiven Lehrstuhls für Alternativmethoden ist, überrascht es nicht weiter, dass die Institution sich nicht bewegt. Die Schaffung dieses Lehrstuhls im März 2009 schien vielversprechend und die LSCV verpflichtete sich, während fünf Jahren zu dessen Finanzierung beizutragen. Bei der Eröffnungsfeier sagte Professor Carpentier, Dekan der medizinischen Fakultät – damals ebenfalls vor vollen Rängen –, es sei Zeit für eine neue «Geisteshaltung»: «Der einzige mögliche Weg, um Tierversuche zu reduzieren oder gar zu ersetzen, ist die Entwicklung von effizienteren und oft auch kostengünstigeren Alternativmethoden, die gleichzeitig leistungsfähig und ethisch vertretbar sind (...) Dieser Lehrstuhl hat nicht nur zum Ziel, neue technologische Ansätze zu entwickeln, er hat vor allem auch die Aufgabe, durch entsprechende Lehre, Arbeit und breite Information eine neue Geisteshaltung zu schaffen.» Fünf Jahre später zeigt sich, dass seine Worte nichts als Schall und Rauch waren.

Das Rektorat, das eigentlich als Partner der Konferenz hätte fungieren sollen, war vor allem damit beschäftigt, den organisierenden Studenten Steine in den Weg zu legen. Von dieser Seite dürfte also keine Unterstützung zu erwarten sein. Der Eindruck nach der Veranstaltung war klar: Ohne Zwang wird die Universität Genf ihre Praxis niemals ändern. Diese Botschaft ist angekommen.

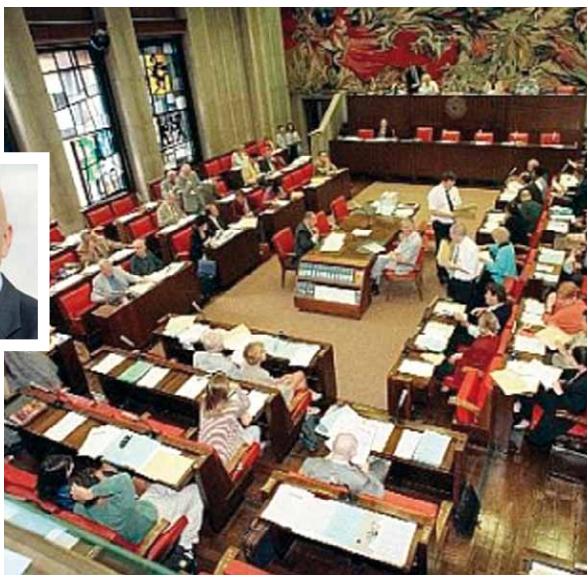


Die Vorträge konnten dank dem motivierten Einsatz einer Studentengruppe der UNIGE organisiert werden. Im Herbst 2014 sollen weitere Aktionen folgen.



Ein ganz grosses Dankeschön an die Genfer SVP- und Grünen-Vertreter, welche die von SVP-Grossrat Marc Falquet eingereichte Motion unterstützt haben. Die Motion fordert die Entwicklung von tierversuchsfreien Alternativmethoden an der Universität Genf.

Sekretariat des Grossen Rates



Objektnummer M2207

Vorlage eingereicht durch den Grossrat:

Marc Falquet (SVP), Bernhard Riedweg (SVP), Michel Baud (SVP), Christina Meissner (SVP), François Lefort (Grüne), Christo Ivanov (SVP), Patrick Lussi (SVP), Sarah Klopmann (Grüne), Frédérique Perler (Grüne), Lisa Mazzone (Grüne), Thomas Bläsi (SVP)

Eingereicht am: 28. April 2014

Universität Genf: Förderung der Entwicklung von tierversuchsfreien Alternativmethoden

Der GROSSE RAT der Republik und des Kantons Genf hält fest, dass:

- in den fünf Versuchstierhaltungen des Universitätsspitals und der Universität Genf rund 40 000 Tiere gehalten werden;
- in den neuen Räumlichkeiten der medizinischen Fakultät (CMU) der Universität Genf Platz für weitere 15 000 Versuchstiere entsteht;
- die Anzahl der Tierversuche an der Universität Genf und in der ganzen Schweiz stetig zunimmt;
- in Genf täglich Hunderte «überschüssige» Tiere getötet werden;
- gemäss eidgenössischem Tierschutzgesetz (TSchG) Methoden, die Tierversuche ersetzen oder mit weniger Versuchstieren auskommen, gefördert werden müssen;
- die Universität Genf die Entwicklung von solchen Alternativ- oder Ersatzmethoden entgegen den Vorgaben des TSchG sowie den Richtlinien der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz noch nicht vorantreibt;
- die Verwendung von Tiermodellen für die Erforschung menschlicher Erkrankungen in einer Vielzahl der Fälle keine aussagekräftigen Ergebnisse liefert;
- die Ergebnisse von an Hochschulen durchgeföhrten Versuchen wegen mangelnder Reproduzierbarkeit in der Kritik der Pharmaindustrie stehen;
- Tierversuche mit hohen Kosten verbunden sind;
- das sehr grosse Potenzial von tierversuchsfreien Alternativmethoden noch weitgehend ungenutzt ist und deren Erforschung finanziell vernachlässigt wird;
- im Dienste der öffentlichen Gesundheit die bestmöglichen Forschungsmethoden angewendet werden müssen;
- es unsere moralische Pflicht ist, Tierversuche, die mit Schmerzen oder Leiden verbunden sind, auf ein Minimum zu beschränken;
- zuverlässige Alternativmethoden die Zahl der Tierversuche und der damit verbundenen Leiden für die Versuchstiere reduzieren können;
- es heute möglich ist, organische Stoffe im 3-D-Druck zu verarbeiten, dreidimensionale Zellmodelle zu entwickeln oder menschliche Mikroorgane herzustellen;
- die Universität Genf von einem Engagement in der Entwicklung neuer tierversuchsfreier Alternativmethoden profitieren könnte.

In Anbetracht dessen fordert der Grosser Rat den Staatsrat auf:

- die Förderung der Entwicklung von tierversuchsfreien Alternativmethoden in der Zielvereinbarung zwischen dem Staatsrat und der Universität Genf zu verankern.

BEGRÜNDUNG

Sehr geehrte Damen und Herren Grossräte

Im März 2012 berichtete ein Artikel in der naturwissenschaftlichen Fachzeitschrift Nature¹, dass das amerikanische Pharmaunternehmen Amgen nur sechs von 53 Referenzstudien der Krebsforschung reproduzieren konnte. Der Autor des Artikels, Glenn Begley, zeigte sich «schockiert» über die mangelnde Zuverlässigkeit dieser mehrheitlich an Hochschulen durchgeföhrten Grundlagenstudien.

Bereits im September 2011 veröffentlichte das Pharmaunternehmen Bayer AG – ebenfalls in Nature – einen Artikel² mit dem ironischen Titel: «Glauben oder nicht glauben: Wie verlässlich sind veröffentlichte Daten zu möglichen Wirkstoffzielen?» Die deutschen Forscher kritisierten die mangelnde Aussagekraft von veröffentlichten Studien und gaben an, dass nur ein Viertel der 67 untersuchten Studien (darunter 47 Krebsstudien) hätten reproduziert werden können.

Selbst der Schweizerische Nationalfonds zur Förderung der wissenschaftlichen Forschung (SNF) hinterfragt die Qualität der Hochschulforschung. Im SNF-Magazin Horizonte³ vom März 2014 berichtete er über John Ioannidis, Professor für Medizin und Gesundheitspolitik an der Universität Stanford (USA) und einer der weltweit meist zitierten Wissenschaftler: «Im Jahr 2005 schrieb John Ioannidis in PLOS Medicine⁴, die meisten veröffentlichten Forschungsresultate seien falsch. Er gründet seine Aussage auf einfachen statistischen Überlegungen, die The Economist⁵ kürzlich mustergültig erklärt hat. Die hohe Fehlerrate wird offenbar verursacht durch Fehlentwicklungen des Wissenschaftssystems.»

«Die meisten der im biomedizinischen Bereich als statistisch signifikant ausgewiesenen Ergebnisse sind entweder übertrieben dargestellt oder schlicht falsch», so der Epidemiologe weiter⁶. «Um willentliche Fälschungen geht es nur selten, viel öfter geht es um fehlerhafte Versuchsanordnungen und unzulässige statistische Aussagen.»

Neben dem Tiermodell an sich – in der Regel eine Maus – werden auch die Versuchsanordnungen (Mani-

pulation der Tiere, verwendeter Tierstamm, Interferenzwirkung durch Bakterien oder Viren usw.) als Gründe für die mangelnde Reproduzierbarkeit angegeben. Zudem stehen die Forschenden unter Druck, positive Resultate zu liefern, denn diese sind Voraussetzung für den Erhalt neuer Finanzmittel und die erfolgreiche Weiterführung der eigenen Forschertätigkeit.

Paradoxerweise sind die Mittel, die für die Entwicklung von Alternativmethoden zur Verfügung stehen, verschwindend klein, während diejenigen für neue Tierversuchsstudien fortwährend zunehmen. Gemäss einer Statistik des Bundes⁷ steigt die Anzahl der in Hochschulen durchgeführten Tierversuche stetig an (+ 8 % im Jahr 2012). Auch der Prorektor der Universität Genf (UNIGE) kündigte vergangenen Dezember an, dass es dort künftig «mehr Tierversuche» geben werde⁸.

Im Durchschnitt laufen an der UNIGE jeweils rund 300 Tierversuchsstudien gleichzeitig und jährlich werden rund hundert neue bewilligt. Für deren Umsetzung betreibt die UNIGE fünf Versuchstierhaltungen mit insgesamt 40 000 Tieren. Diese befinden sich an der naturwissenschaftlichen und der medizinischen Fakultät sowie an den Standorten Tulip, Belle-Idée und Arare. Nach Beendigung der Bauarbeiten werden die neuen Räumlichkeiten der medizinischen Fakultät (CMU) Platz für weitere 15 000 Versuchstiere bieten. Doch nicht alle diese Tiere werden auch tatsächlich für Versuche eingesetzt. Nach Angaben eines an der CMU beschäftigten Tierpflegers werden täglich Hunderte «überschüssige» Tiere getötet.

Tierversuche kommen die Steuerzahler teuer zu stehen. Über den SNF fliessen jährlich rund hundert Millionen Franken Bundesgelder in Tierversuche, und auch die Kantone unter-

stützen Tierversuchsstudien. Die UNIGE soll jährlich 7 Millionen Franken für Tierversuche ausgeben⁹, wobei die Kosten für die Tierhaltung in diesem Betrag noch nicht einmal enthalten sind. Die jährlichen Kosten für eine Tierhaltung mit 40'000 Versuchstieren belaufen sich gemäss einem Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle⁹ auf weitere 8 bis 12 Millionen Franken.

Das Tiermodell ermöglicht die Durchführung von Versuchen, für die es zurzeit noch keine Alternativen gibt. In der klinischen Phase müssen neue Substanzen zudem zwingend an einem lebenden Organismus getestet werden, da an isolierten Zellgruppen nicht alle Nebenwirkungen festgestellt werden können. Doch die Anwendungen des Tiermodells kosten unnötig viele Tierleben und produzieren darüber hinaus viele unbrauchbare Studienergebnisse. Deshalb ist es unabdingbar, die Entwicklung neuer Forschungsmodelle voranzutreiben.

Ein möglicher Ansatz dafür ist die Entwicklung von sogenannten Alternativ- oder Ersatzmethoden. Dabei handelt es sich um Modelle auf der Grundlage von menschlichen Zellen und menschlichem Gewebe (*in vitro*) oder um Computermodelle (*in silico*).

In den letzten zehn Jahren wurden in diesem Bereich spektakuläre Fortschritte erzielt. Man kann heute organische Stoffe im 3-D-Druck verarbeiten, dreidimensionale Zellmodelle entwickeln oder menschliche Mikroorgane herstellen (z. B. Lungengewebe), an denen sich die Wirkung neuer Substanzen oder Therapien untersuchen lässt.

Diese Fortschritte sind umso erstaunlicher, als für die Entwicklung dieser neuen Forschungsmodelle praktisch keine Finanzmittel zur Verfügung.

gung stehen. Der Bund gibt dafür über die Stiftung Forschung R3 weniger als 500 000 Franken pro Jahr aus¹⁰. Auch die Universität Genf wendet dafür nur gerade 300 000 Franken auf⁸.

Die UNIGE hat zwar seit März 2009 einen Lehrstuhl für Alternativmethoden, doch dieser wird vollständig von privaten Organisationen wie der Doerenkamp-Zbinden Stiftung oder der Schweizer Liga gegen Vivisektion finanziert.

Es ist bedauerlich, dass Genfer Forschende, die sich für die Entwicklung von Alternativmethoden einsetzen wollen, gegenwärtig keine andere Wahl haben, als die UNIGE zu verlassen. So haben beispielsweise drei junge Forscher 2006 das Unternehmen Epithelix in Plan-les-Ouates gegründet, um die Weiterentwicklung ihrer *In-vitro*-Modelle sicherzustellen. Drei Jahre nachdem sie die UNIGE verlassen hatten, erhielten sie den Red Herring Award 2009 für Europas 100 vielversprechendste Start-up-Unternehmen. 2011 wurde das Unternehmen mit dem Innovationspreis der Handelskammer Frankreich-Schweiz ausgezeichnet.

Heute ist das ehemalige Start-up führend in der Entwicklung von Epithelmodellen zur Erforschung menschlicher Atemwegserkrankungen. Diese Modelle haben eine Lebensdauer von einem Jahr und ermöglichen die Untersuchung der Toxizität oder der Wirkung von neuen Substanzen zur Behandlung von Hals-Nasen-Ohren- oder Stoffwechselkrankheiten wie Mukoviszidose.

Im Genfer Universitätsgesetz (Loi sur l'université – LU) ist eine Förderung der Entwicklung von neuen Ersatzmethoden durchaus vorgesehen¹¹. Das Ethikkomitee¹², das vom Staatsrat ernannt wird (Art. 35 LU), setzt in seinem Leitbild¹³ der wissenschaftlichen Forschung, der «ein Recht auf Innovation eingeräumt wird» (Abs. 3 Bst. j), in mehreren Bestimmungen einen Rahmen:

«Bei Studien, die auf Versuchen mit Lebewesen beruhen, sind die entsprechenden ethischen Regeln strengstens zu befolgen.» (Abs. 3 Bst. d) Die wichtigsten dieser Regeln sind in den «Ethischen Grundsätzen und Richtlinien für Tierversuche» der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW) und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz (SCNAT) aufgeführt¹⁴. Sie fordern von den Wissenschaftlern, «Tierversuche so weit wie möglich einzuschränken» (Punkt 2.5) und «die Entwicklung von Alternativmethoden zu unterstützen» (Punkt 5.4).

Das eidgenössische Tierschutzgesetz¹⁵ legt klar fest: «Er [der Bund] fördert in Zusammenarbeit mit Hochschulen und Industrie insbesondere die Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von Methoden, die Tierversuche ersetzen, mit weniger Versuchstieren auskommen oder eine geringere Belastung derselben zur Folge haben.» (Art. 22 Abs. 2 TSchG)



Die Universität Genf muss sich ernsthaft für die Entwicklung von Alternativmethoden einsetzen

Die Universität Genf ist eine öffentlich-rechtliche Anstalt mit eigener Rechtspersönlichkeit und steht unter der Aufsicht des Genfer Staatsrates, der seine Aufsichtsfunktion über das zuständige Departement wahrnimmt.

Artikel 21 des Genfer Universitätsgesetzes (LU) besagt, dass der Kanton und die Universität alle vier Jahre die Zielsetzung der Universität vereinbaren. Die beiden Parteien treffen sich mindestens einmal jährlich, um die Bedingungen der Zielvereinbarung (Convention d'objectifs-COB) anzupassen, neu auszurichten oder neu festzulegen¹⁶. Sie sind verpflichtet, die Bedingungen für die Erneuerung der Zielvereinbarung mindestens zwölf Monate vor deren Ablauf zu überprüfen (Art. 21 Abs. 2 COB).

Die aktuelle Zielvereinbarung für die Jahre 2012 bis 2015 gibt mehrere strategische Ziele vor, insbesondere:

Ziel 2: Die Kompetenzschwerpunkte der Universität aufbauen und dafür Prioritäten definieren, die insbesondere auf den vom Schweizerischen Nationalfonds ausgewählten Kompetenzzentren beruhen (Nationale Forschungsschwerpunkte).

Indikator 1: Anzahl Zitierungen in den ausgewählten Fachbereichen im internationalen Vergleich (Basis 100 = weltweiter durchschnittlicher Impact-Faktor)

Alternativmethoden zu Tierversuchen gehören nicht zu den Forschungsschwerpunkten des SNF. Dieser finanziert oder fördert im Gegen teil kein einziges Projekt, das die Entwicklung von Alternativmethoden zum Ziel hat. In diesem Bereich werden auch nur wenige wissenschaftliche Artikel publiziert. Deshalb führt ein Erfolgskriterium, der auf der Anzahl Publikationen oder Zitierungen beruht, automatisch dazu, dass das Interesse an diesem Forschungsbereich schwindet.

Trotz alledem gewinnt die Entwicklung von Alternativmethoden zunehmend an Bedeutung und es sind wichtige Anwendungsmöglichkeiten für die öffentliche Gesundheit zu erwarten. **Würde sich die Universität Genf in diesem innovativen Bereich engagieren, könnte sie ihr Ansehen deutlich verbessern.** Ein solches Vorhaben würde auch «Ziel 9» der Zielvereinbarung entsprechen: «Die Kreativität im Rahmen von innovativen und wertschöpfenden Projekten fördern und insbesondere ein Kreativitätszentrum aufbauen.»

Schliesslich sei auch noch der ethische Aspekt erwähnt. Es ist unsere Pflicht, menschliches Leid zu mindern, doch es ist genauso unsere moralische Pflicht, dies möglichst nicht auf Kosten von Tieren zu tun. Die Entwicklung von neuen Forschungsmethoden ist der beste Weg, um dazu beizutragen.

Wir bitten Sie, sehr geehrte Damen und Herren Grossräte, um wohlwollende Prüfung und Annahme der Motion.



«Es liegt in keiner Weise in der Verantwortung der Universität, an der Entwicklung solcher Methoden mitzuwirken. Es steht ihr höchstens die Möglichkeit offen, deren Umsetzung zu unterstützen», sagte der Vertreter der Universität Genf an der Konferenz vom 30. April 2014. Seiner Meinung nach handelt es sich um «*keinen Angriff auf das Grundprinzip der akademischen Freiheit*».

Muss man da noch erwähnen, dass der Forscher seine gesamte wissenschaftliche Laufbahn im Bereich der Tierversuche bestritten hat und immer noch gut davon lebt? Von diesen Forschern ist keine Änderung der Praxis zu erwarten.

Quellen:

- ¹ «Drug development: Raise standards for preclinical cancer research» Nature 483, 531–533 (29 March 2012) doi:10.1038/483531a. C. Glenn Begley & Lee M. Ellis <http://www.nature.com/nature/journal/v483/n7391/full/483531a.html>
- ² «Believe it or not: how much can we rely on published data on potential drug targets?» Nature Reviews Drug Discovery 10, 712 (September 2011) Florian Prinz, Thomas Schlange & Khusru Asadullah <http://www.nature.com/nrd/journal/v10/n9/full/nrd3439-cl.html>
- ³ Magazin Horizonte, März 2014, S. 31 http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/horizonte/Horizonte_gesamt/Horizonte_100_D.pdf
- ⁴ John P. A. Ioannidis ist Professor für Medizin und Gesundheitspolitik an der Universität Stanford (USA) Sein Artikel «Why most published Research Findings are False», der 2005 in der Fachzeitschrift PLOS Medicine erschien, wurde mehr als eine Million Mal abgerufen. <http://www.plosmedicine.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pmed.0020124>
- ⁵ «How science goes wrong» und «Trouble at the lab», 19. Oktober 2013, The Economist <http://www.economist.com/news/leaders/21588069-scientific-research-has-changed-world-now-it-needs-change-itself-how-science-goes-wrong> <http://www.economist.com/news/briefing/21588057-scientists-think-science-self-correcting-alarming-degree-it-not-trouble>
- ⁶ Magazin Horizonte, März 2014, S. 47 http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/horizonte/Horizonte_gesamt/Horizonte_100_D.pdf
- ⁷ Statistik des Bundesamtes für Lebensmittel Sicherheit und Veterinärwesen (BLV) <http://tv-statistik.ch/de/statistik/index.php>
- ⁸ «Toujours plus d'expérimentations animales à l'université », 3. Dezember 2013, Le Courrier http://www.lecourrier.ch/116862/toujours_plus_d_experimentations_animales_a_l_universite
- ⁹ «Tierversuche. Prüfung des Bewilligungsprozesses, der Kosten und der Finanzierung», Februar 2009. [http://www.efk.admin.ch/images/stories/efk_dokumente/publikationen/evaluationen/Evaluationen%20\(23\)/6311_ZF_d.pdf](http://www.efk.admin.ch/images/stories/efk_dokumente/publikationen/evaluationen/Evaluationen%20(23)/6311_ZF_d.pdf)
- ¹⁰ <http://www.forschung3r.ch/de/information/>
- ¹¹ Genfer Universitätsgesetz (Loi sur l'Université – LU; C I 30) vom 13. Juni 2008 http://www.geneve.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_C1_30.html
- ¹² Ethikkomitee (Comité d'éthique et de déontologie) der Universität Genf <http://www.unige.ch/ethique/index.html>
- ¹³ Ethikleitbild (Charte d'éthique et de déontologie) der Universität Genf vom 1. April 2010 <http://www.unige.ch/ethique/charте.html>
- ¹⁴ «Ethische Grundsätze und Richtlinien für Tierversuche», herausgegeben 1983 (überarbeitet 1993 und 2005) von der Schweizerischen Akademie der Medizinischen Wissenschaften (SAMW) und der Akademie der Naturwissenschaften Schweiz (SCNAT) <http://www.saez.ch/docs/saez/archiv/de/2006/2006-19/2006-19-204.PDF>
- ¹⁵ Tierschutzgesetz (3. Kapitel Forschung, Art. 22) <http://www.admin.ch/opc/de/classified-compilation/20022103/index.html>
- ¹⁶ Zielvereinbarung (Convention d'objectifs) 2012–2015 <http://www.unige.ch/rectorat/static/2013/COB20122015.pdf>

Reduktion und Ersatz von Tierversuchen in der Schweiz

Vorschlag des Eidgenössischen Departements des Innern (EDI)

«In den letzten 25 Jahren ist keine gesamtschweizerische und konzertierte 3R-Forschungsinitiative erfolgt. Es gibt jedoch starke wissenschaftliche, wirtschaftliche, ethische und gesellschaftliche Gründe, die für ein nationales Forschungsprogramm für 3R sprechen.»

Am 9. Januar 2014 hat das zum EDI gehörende Bundesamt für Lebensmittelsicherheit und Veterinärwesen (BLV) beim Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) einen Vorschlag für ein nationales Forschungsprogramm (NFP) eingereicht, das die Anzahl der Tierversuche nachhaltig reduzieren und das Leiden der Tiere auf ein Minimum beschränken soll. Der Vorschlag wurde am 13. Januar 2014 im Internet veröffentlicht¹.

Im Rahmen des NFP sollen finanzielle Mittel für die gezielte Erforschung und Entwicklung von Alternativmethoden zu Tierversuchen sowie von neuen Techniken und Verfahren bereitgestellt werden, welche die Zahl der Tierversuche und das Leiden der Tiere vermindern.

Endlich!

Der Bund stellt für Ersatzmethoden weniger als 400'000 Franken pro Jahr bereit

Die Schweizer Liga gegen Tierversuche (LSCV) beanstandet seit Jahren, dass zu wenig öffentliche Mittel für die Erforschung neuer Alternativmethoden bereitgestellt werden.

Der Bund ist gesetzlich verpflichtet, «die Entwicklung, Anerkennung und Anwendung von Methoden, die Tierversuche ersetzen», finanziell zu unterstützen (Art. 22 Abs. 2 TSchG). Doch die Mittel, die den Forschenden über die Stiftung Forschung R3 zu diesem Zweck zur Verfügung gestellt werden², belaufen sich auf nur gerade 400'000 Franken pro Jahr.

Tierversuche werden mit zweistelligen Millionenbeträgen finanziert

Für Tierversuche hingegen stellt der Bund über den Schweizerischen Nationalfonds (SNF) jährlich über 70 Millionen Franken zur Verfügung. Davon entfallen 50 Millionen allein auf die Löhne der Forschenden.

Ähnlich ist die Situation auf Kantonsebene. So liess die Universität Genf am 3. Dezember 2013 verlauten³, dass sie 7 Millionen Franken ihrer Eigenmittel für die Finanzierung von Tierversuchen und nur 300'000 Franken für die Erforschung von Ersatzmethoden aufwenden will.



Jährliche Betriebskosten der öffentlichen Versuchstierhaltungen: 80 Millionen Franken

In den oben erwähnten Beträgen sind die Betriebskosten für die Tierhaltungen in den Labors noch nicht enthalten. Diese belaufen sich auf weitere 80 Millionen Franken pro Jahr, wo von 46 Millionen auf den Bund und 25 Millionen auf die Kantone entfallen⁴. Die für den Zeitraum von 2009 bis 2013 geplanten Investitionen in öffentliche Versuchstierhaltungen belaufen sich zudem auf 65,5 Millionen Franken.

Hunderte Millionen Franken für neue Infrastrukturen

Die medizinische Fakultät (CMU) der Universität Genf wird für 149 Millionen Franken erweitert. Dabei wird auch der Umfang der Tierhaltung auf rund 30'000 Tiere verdoppelt. Wie viel wird diese neue Tierhaltung die Steuerzahler kosten? Eine erste Anfrage vom 30. September 2013 an den Genfer Staatsrat blieb bis heute unbeantwortet⁵.

Auch die Eidgenössische Technische Hochschule Zürich sieht für die Einrichtung einer Versuchstierhaltung mit 40'000 Tieren 124 Millionen Franken vor.

Immer mehr grausame Tierversuche an Schweizer Hochschulen

Die Zahl der Tierversuche an Schweizer Hochschulen und Spitätern nimmt jährlich zu (+8 % im Jahr 2012)⁶. Zu den seit vielen Jahren in grosser Zahl durchgeführten Tierversuchen gehören auch äusserst grausame Methoden⁷ wie Zufügen von Elektroschocks, Aufhängen

am Schwanz, erzwungenes Schwimmen, Provokation von aggressivem Verhalten gegenüber anderen Tieren – dies alles für Grundlagenstudien, die bisher zu keiner einzigen klinischen Anwendung geführt haben.

Tierversuchsfreie Methoden sind die Zukunft der medizinischen Forschung

«Kleine Labortiere werden oft verwendet, um Prozesse an einem Modell zu studieren. Physiologische Unterschiede zwischen den Tierarten behindern jedoch die Übertragung auf den Menschen und auf andere Tierarten (...) Aus der wirtschaftlichen Perspektive gibt es mehrere gewichtige Gründe, um die Entwicklung einer koordinierten 3R-Forschungsstrategie zu unterstützen. Tierversuche sind teuer, in vitro-Alternativen sind oft günstiger, weniger zeitaufwendig und können zuverlässigere Resultate liefern», erklären die Forscher, die den Vorschlag für ein nationales Forschungsprogramm erarbeitet haben (S. 3/5).

In Forschungsbereichen wie der Onkologie führen nur gerade 40 % der Versuche an Mäusen zu ähnlichen Ergebnissen beim Menschen. Das Hauptproblem ist, dass Übereinstimmungen erst nach erfolgten Studien am Menschen validiert werden können. Tiermodelle sind somit nicht prädiktiv. Man weiss zwar, dass etwa die Hälfte der Ergebnisse auf den Menschen übertragbar ist, aber man weiss nicht im Voraus, welche Ergebnisse das sind. Im Allgemeinen kommt von zehn Substanzen, welche die präklinische Forschung (einschliesslich Tierversuche) durchlaufen haben, nur eine wirklich als Arzneimittel auf den Markt.

Die Entwicklung von neuen Alternativmethoden mit Zellkulturen oder menschlichem Gewebe (*in vitro*) und Computermodellen (*in silico*) behindert keineswegs die Innovation in der medizinischen Forschung. Sie eröffnet im Gegenteil neue Chancen für Studien, die aussagekräftige und auf den Menschen übertragbare Ergebnisse liefern.

Danke!

Es ist natürlich noch nicht sicher, dass der vom BLV eingereichte Vorschlag für ein nationales Forschungsprogramm (NFP) gutgeheissen wird. Und selbst wenn er angenommen werden sollte, kann die Umsetzung eines solchen NFP lange dauern. Doch es ist ermutigend, dass mit dem Vorschlag nun (endlich) ein Schritt hin zu Ersatzmethoden für Tierversuche gemacht wurde.

Die LSCV dankt den Autoren des Vorschlags, auch wenn klar wird, dass einige das NFP als Weg sehen, in der Bevölkerung eine breitere Akzeptanz gegenüber Tierversuchen zu schaffen, wenn diese mit weniger Leiden verbunden sind.

Die LSCV dankt dem BLV. Es ist zwar mitverantwortlich für die Vernachlässigung der Stiftung Forschung R3 in den letzten 25 Jahren und hätte schon längst handeln müssen. Dass es jetzt aktiv wird, verdient aber Anerkennung.

Die LSCV dankt auch den Nationalrättinnen Maya Graf (GPS, BL) und Isabelle Chevalley (GLP, VD), welche die Thematik durch regelmässige Vorstösse⁸ vorangebracht haben.

Anmerkungen:

¹ <http://www.blv.admin.ch/themen/tierschutz/00777/index.html?lang=de>
http://lscv.ch/images/experimentation/alternatives/news/2014/2014_01_09_Proposition_de_PNR_pour_les_3R_de.pdf

² Auszug aus dem letzten Jahresbericht der Stiftung Forschung R3:

«(...) Angesichts der limitierten finanziellen Mittel wurde die Projektausschreibung auf den Termin Februar 2012 beschränkt. Dazu wurde neu ein 2-stufiges Gesuchsverfahren angewandt. (...) Davon wurden 2 Beitragsgesuche mit geringerer 3R-Relevanz nicht berücksichtigt, weil der finanzielle Rahmen ausgeschöpft war.»
<http://www.forschung3r.ch/de/information/jb12.html>

³ Artikel in «Le Courier», erschienen am 3. Dezember 2013:
http://lscv.ch/images/experimentation/experimentations/cantons/geneve/campus_biotech/2013/2013_12_03_Le_Courier.pdf

⁴ Bericht der Eidgenössischen Finanzkontrolle «Tierversuche. Prüfung des Bewilligungsprozesses, der Kosten und der Finanzierung», Februar 2009
http://lscv.ch/images/experimentation/experimentations/download/2009_02_Bericht_der_Eidgenossischen_Finanzkontrolle.pdf

⁵ http://lscv.ch/de/pages/tierversuche/tierversuche/kantonen/genf/campus_biotech/2013/2013_11_29_medienmitteilung.html

Nationale Forschungsprogramme NFP

Die Nationalen Forschungsprogramme (NFP) sind ein wichtiges Instrument des Bundes zur Förderung der orientierten Forschung. NFP dienen der Erarbeitung von Orientierungs- und Handlungswissen zur Lösung aktueller Probleme von Gesellschaft und Wirtschaft. Seit der Einführung des Instruments wurden bis heute über 70 NFP lanciert. NFP werden nach jeweils rund fünfjähriger Laufzeit abgeschlossen.

Der NFP-Themenwahlprozess erfolgt bottom-up, indem interessierte Kreise beim Staatssekretariat für Bildung, Forschung und Innovation (SBFI) Vorschläge für neue Forschungsprogramme einreichen können. Nach deren Prüfung entscheidet der Bundesrat auf Antrag des Eidgenössischen Departements für Wirtschaft, Bildung und Forschung (WBF) periodisch über die Themen sowie den Finanzrahmen von neuen NFP und beauftragt den Schweizerischen Nationalfonds (SNF) mit der Durchführung. Dazu erarbeitet der SNF für jedes beschlossene NFP einen Ausführungsplan.

Unmittelbar nach der Genehmigung des Ausführungsplans durch das WBF wird das NFP ausgeschrieben und damit offiziell gestartet. Die beim SNF in der Folge eingereichten Projekte durchlaufen das ordentliche Prüfverfahren gemäss SNF-Standards.

Ein NFP dauert vier bis fünf Jahre und ist mit 5 bis 20 Millionen Franken dotiert.



⁶ <http://tv-statistik.ch/de/statistik/index.php>

⁷ <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/20059553>
Genes Brain Behav. 2010 Jun - The role of NCAM in auditory fear conditioning and its modulation by stress: a focus on the amygdala. Bisaz R, Sandi C. Laboratory of Behavioral Genetics, Brain Mind Institute, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne

<http://www.nature.com/tp/journal/v3/n1/full/tp2012144a.html>

Translational Psychiatry (2013) - Peripuberty stress leads to abnormal aggression, altered amygdala and orbitofrontal reactivity and increased prefrontal MAOA gene expression.

C Márquez, G L Poirier, M I Cordero, M H Larsen, A Groner, J Marquis, P J Magistretti, D Trono and C Sandi Laboratory of Behavioral Genetics, Brain Mind Institute, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne

⁸⁾ 12.3660 – Postulat – Kommission für Wissenschaft, Bildung und Kultur NR

Zukunft der Stiftung Forschung 3R und Alternativmethoden für Tierversuche
http://www.parlament.ch/d/suche/Seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20123660

11.1085 – Anfrage Graf Maya
Öffentliche Gelder für Tierversuche. Mehr Transparenz
http://www.parlament.ch/d/suche/Seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20111085

10.3576 – Interpellation Graf Maya
Stiftung Forschung 3R. Quo vadis?
http://www.parlament.ch/d/suche/Seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20103576

10.3575 – Interpellation Graf Maya
Schweizerischer Nationalfonds und Forschung mit Tierversuchen bzw. Alternativmethoden
http://www.parlament.ch/d/suche/Seiten/geschaefte.aspx?gesch_id=20103575

26. April 2014

Internationaler Tag zur Abschaffung der Tierversuche

Erstmals fanden am diesjährigen Internationalen Tag zur Abschaffung der Tierversuche verschiedene Veranstaltungen in der Schweiz statt. Mehrere Organisationen spannten zusammen und führten am 26. April gleichzeitig mehrere Aktionen durch.

Die LSCV organisierte Informationsstände in Basel und Genf, die ATRA hatte einen Stand auf der Piazza Dante in Lugano, die AG STG jagte in Winterthur «Hasen», die aus einem Versuchslabor entlaufen waren, Lausanimaliste und Animus cause animale waren auf der Place Saint-François und der Place de la Pallud in Lausanne präsent und die Tierrechtsgruppe Zürich demonstrierte am Flughafen Zürich gegen die Affentransporte der Fluggesellschaft Air France-KLM. Vielen Dank allen mitwirkenden Organisationen sowie allen ehrenamtlichen Helfern und Aktivisten, die zum Erfolg der Sensibilisierungsaktionen beigetragen haben.



Internationaler Tag zur Abschaffung der Tierversuche



AG STG



Es wurden Werbeplanen, Infobroschüren und T-Shirts gedruckt.



Werbeplanen, Infobroschüren und druckt.

Mai 2014 – Nestlé und die ETH Lausanne

Wer zahlt, befiehlt

Es sorgte für grosses Aufsehen in den Medien, als nach dem Eingreifen des Eidgenössischen Datenschutz- und Öffentlichkeitsbeauftragten Einzelheiten des Sponsoring-Vertrags zwischen Nestlé und der Eidgenössischen Technischen Hochschule Lausanne (EPFL) offengelegt wurden.

Seit 2006 unterstützt der internationale Konzern aus dem Waadtland zwei Lehrstühle der EPFL mit jährlich fünf Millionen Franken. Das Ziel ist, «den Zusammenhang zwischen Ernährung und Gehirn» zu erforschen.

«Die Professoren haben volle akademische Freiheit hinsichtlich Forschung und Veröffentlichung», versicherte die EPFL bei Unterzeichnung des Vertrags. Der nun im Internet zugängliche Vertrag offenbart jedoch, dass Nestlé bei der Berufung der Professoren ein Vetorecht hat.

Die EPFL spielte die Sache herunter und fragte erstaunt: Wo liegt das Problem? «Nestlé war im Rekrutierungsprozess sehr zurückhaltend und angenehm», versicherte der Pressesprecher der EPFL. Es handle sich um eine «übliche Praxis», welche «die akademische Freiheit nicht beschnei-

de, was in Wissenschaftskreisen bestätigt werde». Klar. Wer beißt schon die Hand, die ihn füttert. Die an der EPFL für Nestlé durchgeföhrten hochrangigen Studien sollen vor allem aufzeigen, dass wir eine ganze Reihe von Nahrungsergänzungsmitteln – möglichst aus dem Hause Nestlé – zu uns nehmen müssen, um unsere Gesundheit zu erhalten. «Es gilt, Gesundheitsproblemen besser vorzubeugen und Produkte zu finden, die zum Beispiel gegen Alzheimer oder Alterserscheinungen wirken. Und wenn die Kosten dafür vergütet werden, lohnt sich das auch, wenn Sie gesund sind», gab Nestlé-Chef Peter Brabeck im September 2010 bekannt. Seit Jahren werden Tausende von Versuchstieren mittels Injektion, Operation oder Gabe von chemischen Stoffen krank gemacht und an-



schliessend mit Nahrungsergänzungsmitteln vollgestopft, in der Hoffnung, die klingende Kasse möge verhindern, dass in alle möglichen Richtungen geforscht wird. Die Hochschulen leben von ihrem Ruf. Dieser hängt in hohem Mass von der Anzahl wissenschaftlicher Publikationen ihrer Forschenden und den privaten Geldern ab, die sie generieren können. Grösseres Renommee zieht auch mehr öffentliche Mittel nach sich. Solange also Gelder herein- und Publikationen herauskommen, schert es die EPFL wenig, dass sie zu solch armseligen Studien beiträgt.

Schlachthäuser sind unnötig. Schliesst sie!

Zusammengepferchte Tiere beim Transport, brutales Abladen, Tötung mittels Elektroschocks oder Betäubung und abstechen, oft bei Bewusstsein. Das Tier das wir auf unseren Tellern vor uns haben, gleichgültig ob aus Bio oder konventioneller Zucht, hat in seinem Leben nur Leid erfahren und das um unsere Lust nach Fleisch zu stillen. Darauf können wir verzichten.

Veranstaltung am 12. Juli 2014 auf dem Münsterplatz in Bern

Zusammen mit den Organisationen Tier-im-Fokus und der Tierrechtsgruppe Basel, ruft die Deutschschweizer Sektion der Liga zu einer lauten und farbenfrohen Protestaktion auf. Ziel ist die Schliessung aller Schlachthäuser. Machen Sie mit und engagieren Sie sich für die Rechte der Tiere!

**FÜR DIE SCHLIESUNG
ALLER SCHLACHTHÄUSER!**

DEMO • 12. JULI 2014 • 14 UHR
MÜNSTERPLATZ BERN

tif

Tierversuche in Freiburg

Novartis verkauft Forschungszentrum an den US-Konzern Lilly

Das Zentrum umfasst 100 Hektaren Landwirtschaftsland und einen riesigen Versuchshof. Die Forscher infizieren jedes Jahr Hunderte Hunde, Katzen und andere Haus- und Nutztiere mit Parasiten, um neue Tierarzneimittel zu entwickeln. Im Forschungszentrum, das rund hundert Personen beschäftigt, wurden seit den 1970er-Jahren schon an Zehntausenden von Tieren Versuche durchgeführt. Novartis hat nun ihr Freiburger Zentrum an den amerikanischen Pharmakonzern Eli Lilly verkauft. In Basel, in den USA und Kanada führt sie aber weiterhin ähnliche Versuche durch.



Edito

Non c'è solo Internet nella vita

Cari Soci e care Socie, amici ed amiche della Lega,
Cari lettori e lettrici,

Riceviamo regolarmente messaggi di soci riguardo al numero di riferimenti Internet citati sul giornale e che ci fanno presente di non possedere né computer né accesso al web.

Cogliamo l'occasione del presente editoriale per rassicurarli. Il principale organo d'informazione rimane il giornale, il quale non deve però escludere altre modalità di comunicazione.

La Lega ha un'età canonica e numerosi soci ci fanno l'onore di sostenere le sue attività da diversi decenni. I 10'000 soci della Lega sono dunque di ogni età e generazione. Tramite la pubblicazione di mail informativi e l'animazione di due pagine Facebook in francese e tedesco, intendiamo rispondere anche agli auspici dei nostri soci più giovani.

Ma anzitutto, Internet consente una totale libertà nell'archiviazione e la messa online di documenti. Ben inteso (!) avete una fiducia totale quanto al contenuto degli articoli pubblicati sul presente giornale. Ci sforziamo di verificare le fonti delle informazioni pubblicate e cerchiamo di riferire i fatti in modo fattuale. Ma prima chi andava a verificare la referenza cartacea di una fonte citata al termine di un articolo ? E poi bisognava ancora trovare la pubblicazione in questione !

Grazie ad Internet, tutti i documenti possono essere digitalizzati e messi on-line. Una volta pubblicati sul giornale, gli articoli sono accessibili sul nostro sito Internet e la consultazione di tutte le fonti è accessibile al pubblico. Pertanto è possibile accertarsi che tutte le fonti sono corrette ed in certi casi scoprire documenti che consentiranno di saperne di più su certe tematiche trattate.

Le molteplici fonti o referenze « www » citate sul nostro giornale non sono informazioni in meno, bensì informazioni in più che prima era impossibile proporre ai nostri lettori.

Sul presente numero, potrete prendere visione di diversi progetti incoraggianti nel campo della sostituzione degli animali per la ricerca. E' soltanto un inizio ma promettente. In seguito alla nostra azione indetta nel novembre 2013 contro lo sviluppo del nuovo centro Campus Biotech dedicato alla sperimentazione animale, diverse azioni simultanee sono state indette dagli ambienti tanto studenteschi che politici e della ricerca. Mirano anch'esse ad una riflessione di fondo sulla validità del modello animale per la ricerca umana e le possibilità di sostituzione. I prossimi mesi saranno cruciali per l'esito di queste azioni, tanto è forte l'opposizione dei ricercatori che vivono della sperimentazione animale.

Troverete il resoconto della nostra ultima Assemblea generale nel corso della quale il precedente Comitato è stato riconfermato nelle sue funzioni. Due nuovi membri sono venuti a rinforzare le sue competenze. I nostri due nuovi colleghi provengono da Basilea Campagna e da Ginevra e fortunatamente non hanno nulla di virtuale.

Auguriamo a tutte e tutti voi una bella estate e vi inviamo i nostri più calorosi saluti.

Il Comitato

Verbale dell'Assemblea e per i diritti dell'animale,

Apertura della seduta alle ore 14.00

Membri del Comitato presenti :

Max Moret (Presidente), Luc Fournier (Vice Presidente), Maja Schmid (Tesoriera), Laurianne Parent (Segretaria del Comitato), Sylvie Benoît, Suzanne Karagöz

Membri del Comitato assenti e scusati :

Damiann Clerc, Michèle Loisel, Suzanne Wachtl

Ordine del giorno

1. Lettura del verbale dell'ultima assemblea
2. Rapporto del Presidente
3. Rapporto della Tesoriera e dei Revisori dei conti
4. Discussione e voto dei due precedenti rapporti
5. Elezioni statutarie del Comitato
6. Elezioni dei Revisori dei conti
7. Ammissioni / Dimissioni
8. Varie

Apertura dell'Assemblea generale

Il Presidente apre la seduta e ringrazia i membri e soci presenti. Annuncia che l'assemblea è legalmente costituita conformemente all'articolo 60 del Codice civile svizzero ed allo statuto della Lega. Non essendo pervenuta alcuna proposta scritta al Comitato, l'Assemblea può svolgersi secondo l'ordine del giorno previsto.

Firmate la petizione

Per il divieto di importazione in Svizzera di prodotti in pelliccia provenienti da animali detenuti, catturati o uccisi in condizioni crudeli

Petizione pagina 38

Termine per la raccolta delle firme:
31 dicembre 2014

Grazie mille !



IMPRINTUM Lega svizzera contro la vivisezione

Fondata nel 1883, la LSCV è un'associazione ai sensi dell'art.60 del codice civile. Persegue i seguenti obiettivi: Combattere con tutti i mezzi legali, fino alla sua abolizione totale, la pratica di esperimenti medici, scientifici, militari, industriali o commerciali sugli animali vivi (vivisezione). Far riconoscere ed incoraggiare finanziariamente la messa a punto e lo sviluppo di tutti i metodi scientifici sostitutivi ed alternativi alla sperimentazione animale. Il finanziamento della LSCV proviene esclusivamente da doni e lasciti. La LSCV non riceve alcun sussidio da parte dei poteri pubblici, motivo per cui gode di una totale indipendenza. Riconosciuta di pubblica utilità, la LSCV è esente da imposte ed i doni superiori a CHF 100.-che le sono rivolti, possono essere detratti fiscalmente. Conformemente all'articolo 19 dei suoi statuti, la LSCV non ha scopo di lucro ed i suoi averi possono essere utilizzati esclusivamente per il conseguimento degli obiettivi perseguiti.

Pubblicazione: Giornale trimestrale. Salvo diversa indicazione, gli articoli sono redatti dalla LSCV. **PAO e maquette :** LSCV **Tipografia:** Atar Roto Presse SA, su carta riciclata 60 gm² **Comitato di redazione:** Luc Fournier, Michèle Loisel, Max Moret **Indirizzo:** Chemin des Arcs-en-Ciel 3, Case postale 148, CH - 1226 Thônex / GE **T 022 349 73 37 F 022 349 19 54 admin@lscv.ch www.lscv.ch** **L'ufficio è aperto da lunedì a giovedì, dalle ore 9 alle ore 12 e dalle ore 14 alle ore 17; il venerdì dalle ore 9 alle ore 12.** Quota annua dei Soci : Minimo CHF 15.-- **CCP 12-2745-6** - IBAN CH38 0900 0000 1200 2745 6 - BIC POFICHBEXX

generale della Lega svizzera contro la vivisezione del 5 aprile 2014 a Thônex, Ginevra

1. Lettura del verbale dell'ultima Assemblea generale del 23 marzo 2013

Avendone preso visione sul giornale di giugno 2013, i membri e soci presenti esonerano il Presidente dalla sua lettura e l'accettano.

2. Rapporto 2013 del Presidente

Il Presidente cita brevemente le azioni descritte nel rapporto di attività. Il deficit registrato alla chiusura dei conti è dovuto alle numerose azioni intraprese durante l'anno e non ha nulla di problematico ; le finanze restano eccellenti.

I mailing di cartoline proseguiranno in quanto contribuiscono al finanziamento dei nostri nuovi progetti e consentono di far conoscere i nostri obiettivi.

In occasione di questa Assemblea sarà eletto il Comitato in carica per i prossimi tre anni. Il Presidente, che aveva annunciato di volersi ritirare, accetta di ripresentarsi in quanto nessun membro del Comitato ha espresso il desiderio di sostituirlo.

Il Presidente richiama lo statuto della Lega e spiega la necessità di aiutare i rifugi in difficoltà. L'aiuto finanziario annuo ammonta a circa CHF 65'000.- e comprende principalmente la presa in carico di spese veterinarie e di alimentazione. Ma può anche effettuarsi sotto forma di prestiti rimborsabili. Il Presidente dà l'esempio di un rifugio che non aveva più le liquidità sufficienti a fine anno, ed al quale la Lega ha potuto apportare il suo sostegno.

Un socio chiede se non vi è un problema di gestione nel caso di un rifugio che si trova improvvisamente senza liquidità.

Oscar Appiani, fondatore del rifugio di Cottendarf, completa l'informazione data dal Presidente. L'attività di un rifugio varia a seconda del numero di animali soccorsi e le spese impreviste cui deve far fronte. Il suo rifugio funge anche da canile municipale per lo Stato di Neuchâtel, che non elargisce aiuti sufficienti per la presa in carico di animali sicché si è trovato in difficoltà alla fine dell'anno. Grazie ad un prestito senza interessi concesso dalla Lega, si è potuto sbloccare la situazione. Il prestito è stato rimborsato nel frattempo. Ringrazia il Presidente e la Lega per avergli apportato il loro sostegno.

Il Presidente illustra poi un nuovo sostegno finanziario apportato ad un giovane ricerca-

tore che sviluppa un nuovo modello cellulare di tumore al polmone in 3D. Questo modello, che utilizza esclusivamente tessuti umani provenienti da biopsie realizzate in ambito ospedaliero, consentirà di studiare la tossicità di nuove molecole e lo studio di nuovi trattamenti per il cancro.

Le azioni nei cantoni di Vaud e Ginevra hanno avuto un eccellente impatto sul pubblico, malgrado il silenzio assoluto dei media e la censura delle inserzioni previste sui giornali La Tribune de Genève e 24 Heures. L'azione svolta a Friborgo è stata dal canto suo ben riferita dai media locali.

La campagna contro la pelliccia portata avanti in collaborazione con altre associazioni non ha avuto un grande impatto. Molti colli di pelliccia sono tuttora visibili per le strade delle città.

Il Presidente conclude ringraziando Luc Fourrier, Vice Presidente, per il lavoro che svolge, come pure Maja Schmid, Tesoriera, per la gestione amministrativa della Lega.

3. Rapporto della Tesoriera e dei Revisori dei conti

Anche quest'anno la Tesoriera si è recata nel cantone di Neuchâtel dai revisori dei conti. Ciò ha consentito a questi ultimi di avere più tempo per effettuare le verifiche e rivolgere domande quanto alle spese.

Maja Schmid dà lettura all'Assemblea del suo rapporto di Tesoriera. Sylvie Benoît dà poi lettura del rapporto dei Revisori dei conti (vedi Rapporto 2013 della Tesoriera e Rapporto 2013 dei Revisori dei conti).

4. Discussione e votazione dei due precedenti rapporti

Non essendovi domande relativamente ai rapporti, il Presidente propone di votarne l'approvazione: Sì all'unanimità.

5. Elezioni statutarie del Comitato

Il Presidente annuncia che Suzanne Wachtl non si ripresenta al Comitato ma rimane socia della Lega. Cede la parola al Vice Presidente per procedere all'elezione del Presidente. Il Vice Presidente ringrazia Max Moret e gli augura di poter proseguire il suo impegno in tutta la misura del possibile. Presenta peraltro i due nuovi membri che si presentano all'elezione. Benjamin Frei, di Basilea Campagna, studente in ingegneria dell'ambiente a Zurigo.

Rapporto 2013 della Tesoriera

Care lettrici e cari lettori,

Alla lettura del nostro giornale di marzo 2014 avete potuto prendere visione delle azioni che abbiamo intrapreso durante il 2013 e dei nostri conti al 31 dicembre 2013.

Ringraziamo la Signora Jonquille che continua a gestire la nostra contabilità ed il bilancio. Grazie anche a Sylvie Benoît e Oscar Appiani che, a titolo gratuito, hanno verificato tutte le pezze contabili del 2013 della Lega ed hanno approvato i conti il 19 febbraio 2014 a Cottendarf, nel cantone di Neuchâtel.

L'anno 2013 si è concluso con una perdita netta di Fr. 281'595.08. Questo risultato è dovuto alle numerosissime azioni che abbiamo svolto nel 2013, concluse o tuttora in corso tra cui l'azione contro le autorità ticinesi, conclusasi all'inizio del 2013 come pure il quinto anno consecutivo di partecipazione finanziaria annua alla Cattedra universitaria di insegnamento dei metodi alternativi alla sperimentazione animale. Le azioni tuttora in corso riguardano da una parte la nostra partecipazione ad un'azione di affissione antipelliccia sul piano nazionale ed in collaborazione con altre associazioni, e dall'altra parte un'azione contro la sperimentazione animale abusiva nel canton Vaud nonché una seconda azione a Ginevra sostenuta dalla nostra petizione «Per un centro di eccellenza dedicato allo sviluppo di nuovi metodi sostitutivi ».

Le finanze della Lega sono comunque in buona salute ed il proseguimento della lotta per la causa animale sarà benefica nel lungo termine.

Maja Schmid
Tesoriera

Fatto a Ginevra il 5 aprile 2014

Militante molto attivo, è incaricato dell'organizzazione delle azioni della Lega nella Svizzera tedesca.

Paul Ecoffey, di Ginevra, farmacista. Apporterà le sue conoscenze scientifiche in particolare nell'accompagnamento dei dossier connessi alla sperimentazione animale.

L'Assemblea procede all'elezione del nuovo Comitato per il periodo 2014 - 2017

Sono eletti membri del Comitato, con firma a due:

Presidente, Maxime MORET :

Sì con un'astensione;

Vice Presidente, Luc FOURNIER :

Sì all'unanimità;

Tesoriera, Maja SCHMID : Sì all'unanimità;

Segretaria del Comitato, Laurianne PARENT :

Sì all'unanimità.

Sono eletti membri del Comitato:

Sylvie Benoît (NE), Paul Ecoffey (GE), Benjamin Frei (BL), Michèle Loisel (NE), Suzanne Karagöz (GE), Damiani Clerc (VD) : Sì all'unanimità.

Il Presidente ringrazia l'Assemblea per questo voto e passa al punto successivo dell'ordine del giorno.

6. Elezione dei Revisori dei conti

Sylvie Benoît e Oscar Appiani sono d'accordo di ripresentarsi al posto di revisori dei conti. Il Presidente fa presente che occorre una terza candidatura. Una socia chiede quale onere di lavoro rappresenta questa attività. Il Presidente precisa che la contabilità è professionalmente tenuta a giorno dalla Tesoriera e da una contabile indipendente. L'attività consiste principalmente nell'accertarsi che le spese sono conformi agli obiettivi della Lega. Si tratta di qualche ora di lavoro all'anno per passare in rassegna tutta la contabilità. In seguito a queste spiegazioni, Michèle Perroud propone la propria candidatura.

Il Presidente procede alle votazioni per l'elezione di Sylvie Benoît, Oscar Appiani e Michèle Perroud : Sì all'unanimità.

7. Ammissioni / Dimissioni

Il Presidente annuncia che la Lega ha accolto 745 nuovi soci nel 2013. In totale, la Lega conta circa 10'000 soci.

8. Varie

Il Presidente cede la parola ai soci presenti.

Un socio ringrazia la LSCV per il lavoro svolto e la pubblicazione del giornale in tre lingue. Dice di non essere stupito dall'atteggiamento dei media nei confronti delle campagne portate avanti dalla Lega.

Malgrado il suo interesse per la LSCV, si chiede come si potrebbero sostituire certi esperimenti e se gli obiettivi della Lega potranno essere raggiunti un giorno.

Il Presidente risponde che la Lega lavora nell'immediato a far diminuire il numero di animali utilizzati negli esperimenti ed a far rispettare la legge sulla protezione degli animali, in vista dell'abolizione totale della vivisezione. Il Vice Presidente aggiunge che la pratica della sperimentazione animale comincia ad essere criticata anche dalle stesse industrie. Cita un articolo pubblicato sulla rivista scientifica Nature, in cui un ex responsabile dell'industria farmaceutica Amgen rimproverava agli esperimenti sugli animali svolti nel campo dell'oncologia di essere in gran parte non riproducibili ed inutilizzabili. Il progetto di questo giovane ricercatore sostenuto dalla Lega (vedi punto 2) mira per l'appunto a sostituire i modelli animali nella ricerca sul cancro con nuovi modelli di studio più affidabili. Il modello animale finirà per essere abbandonato per la ricerca clinica perché non è un buon modello. Questo momento arriverà più o meno presto, secondo i finanziamenti concessi allo sviluppo dei metodi sostitutivi.

Il Presidente indica che in seno all'Università di Ginevra, si è costituito un collettivo di studenti per incitare il rettorato ad impegnarsi nello sviluppo di questi metodi. Sono riusciti ad organizzare una conferenza seguita da un dibattito in un auditorio di Uni Mail il 30 aprile 2014. Saranno prossimamente comunicate ulteriori informazioni sulla conferenza.

Non essendovi più richieste di parola, il Presidente conclude l'Assemblea generale alle ore 15.00 ed invita i soci presenti ad un bicchiere dell'amicizia.

Rapporto 2013 dei Revisori dei conti

Signore e Signori,

In esecuzione del mandato che ci è stato conferito, abbiamo proceduto alla verifica del Bilancio e del Conto profitti e perdite al 31 dicembre 2013.

Abbiamo inoltre proceduto alla verifica della contabilità della Lega svizzera contro la vivisezione e per i Diritti dell'Animale, Chemin des Arcs-en-Ciel 3, 1226 Thônex, controllando le numerosissime pezze giustificative di cui abbiamo constatato la concordanza con i libri contabili, tenuti con esattezza.

In conclusione della nostra verifica, vi raccomandiamo di approvare i conti presentati che si saldano, per l'esercizio 2013, con un disavanzo di CHF 281'595.08.

I revisori dei conti

Oscar Appiani
Sylvie Benoît

Colombier, 19 febbraio 2014



Presentazione del Comitato 2014 - 2017



Max Moret (GE)
Presidente



Luc Fournier (GE)
Vice Presidente



Maja Schmid (GE)
Tesoriera



Laurianne Parent (Fr)
Segretaria del Comitato



Sylvie Benoît (NE)



Damiani Clerc (VD)



Paul Ecoffey (GE)



Benjamin Frei (BL)



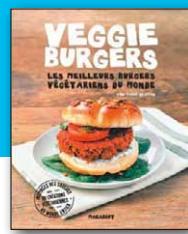
Suzan Karagöz (GE)



Michèle Loisel (NE)

Library LSCV

HAPPY BOOK



LSCV - Fribourg
Rue Hans-Geiler 2
1700 Fribourg



Ufficio LSCV a Friborgo

Apertura della Libreria Happy Books

Dopo diversi mesi di preparativi, l'allestimento del nostro ufficio a Friborgo è terminato ai primi di maggio, per consentire l'apertura al pubblico.

Tutta la biblioteca della Lega è stata trasferita a Friborgo e nuovi libri sono venuti a completare l'elenco delle opere già disponibili. La nostra librerie è pertanto aperta al pubblico tutti i mercoledì dalle 10.30 alle 18.00. E' possibile consultarvi libri, riviste, giornali ed altre pubblicazioni in materia di protezione degli animali, alternative alla sperimentazione animale ed alimentazione - vegetariana o vegetaliana - con relativi ricettari.

Potrete consultare comodamente i libri grazie a diversi tavoli disponibili. E' anche possibile farsi servire caffè, té, succhi di frutta o sciropi. I bambini sono benvenuti ed uno spazio è stato allestito proprio per loro.



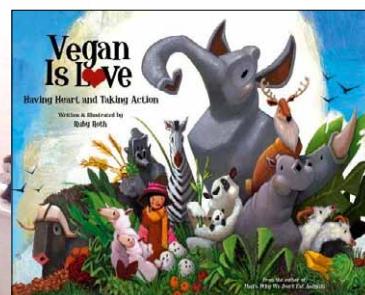
Naturalmente questo spazio libraria dedicato alla protezione degli animali è 100% vegan.

Lo Shop della Lega propone anche magliette e prodotti cosmetici non testati sugli animali.

Per il momento la librerie è aperta tutti i mercoledì, tranne in luglio ed agosto.

Se vivete a Friborgo e desiderate partecipare alla permanenza del mercoledì, o avete disponibilità per altri giorni della settimana, potete contattare Luc Fournier, Vice Presidente della Lega allo 022 349 73 37. Peraltro abbiamo stampato pieghevoli informativi sulla nostra libreria « Happy Books ».

Non esitate a chiederceli per distribuirli intorno a voi.



L'ufficio si trova nel centro di Friborgo, a qualche minuto a piedi dalla stazione. E' peraltro a disposizione di tutti i soci desiderosi di sviluppare un progetto in rapporto con la protezione degli animali. Contiene materiale, facilmente trasportabile, per allestire stand informativi.

Resoconto della conferenza del 30 aprile 2014 all'Università di Ginevra (UNIGE)

Sperimentazione nella ricerca : Modello animale o metodi alternativi ?



Organizzata da un gruppo di studenti di UNIGE iscritti a diverse facoltà, la conferenza si è svolta in una sala gremita da oltre 200 persone. Quattro oratori sono stati invitati a prendere la parola. I ricercatori Denis Duboule e Pierre Cosson rappresentavano il rettorato di UNIGE, Samuel Constant rappresentava la ditta Epithelix, specializzata nello sviluppo dei metodi alternativi, ed il Dott. Vet. André Menache, la LSCV.

Tema della conferenza: l'animale è un buon modello di studio per l'uomo? Sarebbe possibile sostituire gli animali per la ricerca, e se sì, in che modo? E qual è il coinvolgimento di UNIGE in questo campo?

L'università aveva dichiarato nel dicembre 2013 di finanziare, sui fondi propri, la sperimentazione animale per un totale di CHF 7 milioni, a fronte di soli CHF 300'000.- per i metodi di sostituzione (metodi alternativi).

La Confederazione dal canto suo stanzia ogni anno un centinaio di milioni di franchi per la sperimentazione animale e soltanto CHF 400'000.- per le alternative.

L'assenza di sostegno finanziario concesso ai metodi di sostituzione è dovuto al loro debole potenziale oppure il sistema di ricerca in atto non favorisce la pratica della sperimentazione animale? Se sì, perchè?

L'incontro si preannunciava interessante. È piuttosto raro riunire sotto lo stesso tetto degli specialisti pro e anti vivisezione. Purtroppo, finita la presentazione dei quattro oratori, la discussione è rapidamente girata a vuoto.

I due ricercatori invitati dal rettorato di UNIGE hanno brillato nel ruolo di valorosi soldati, proferendo un sacco di assurdità per giustificare lo status quo: No, non è possibile fare meglio, siamo top, soprattutto non cambiate niente, grazie.

Sapendo che uno dei due ricercatori è anche titolare della cattedra UNIGE d'insegnamento dei metodi alternativi in cui non accade quel granché, si capisce meglio l'immobilismo dell'istituzione. Eppure il lancio di questa cattedra nel marzo 2009 era promettente e la Lega si era impegnata a sostenerla per cinque anni. Per la sua inaugurazione, l'auditorium era gremito, ed il Professor Carpentier, decano della facoltà di medicina, dichiarava che era giunta l'ora di « cambiare le mentalità » : « *L'unica risposta possibile per ridurre, addirittura sostituire la sperimentazione animale, è sviluppare alternative più efficaci, spesso meno costose, e che per di più abbinano efficacia ed etica (...). Questa cattedra pertanto non è destinata soltanto a sviluppare nuovi approcci tecnologici ma soprattutto a modificare le mentalità, grazie ad un insegnamento idoneo, ad un lavoro ed un'informazione giorno dopo giorno* ». Cinque anni dopo, si scopre che di fatto il suo discorso era soltanto una cortina di fumo.

Quanto al rettorato, che alla base doveva essere partner della conferenza ma che si è dato molto da fare soprattutto per mettere i bastoni tra le ruote degli studenti organizzatori, è ormai appurato che non c'è nulla da aspettarsi da lui. Al termine della conferenza, il sentimento era che a meno di non obbligarla a farlo, l'università non cambierà mai le sue pratiche. Messaggio ricevuto.



L'organizzazione della conferenza è stata possibile grazie alla motivazione ed alla perseveranza di un gruppo di studenti di UNIGE. Altre azioni dovrebbero svolgersi nell'autunno 2014.



Un immenso grazie ai firmatari dei partiti UDC e Verdi ginevrini per il sostegno apportato a questa mozione depositata dal deputato UDC Marc Falquet, che mira allo sviluppo dei metodi di sostituzione alla sperimentazione animale da parte dell'Università di Ginevra.

Segretariato del Gran Consiglio

Mozione M2207

Proposta presentata dai deputati :

Signore e Signori Marc Falquet (UDC), Bernhard Riedweg (UDC), Michel Baud (UDC), Christina Meissner (UDC), François Lefort (Verdi) , Christo Ivanov (UDC), Patrick Lussi (UDC), Sarah Klopmann (Verdi), Frédérique Perler (Verdi), Lisa Mazzone (Verdi), Thomas Bläsi (UDC)

Data di deposito : 28 aprile 2014



Università di Ginevra: un sostegno necessario allo sviluppo di metodi alternativi alla sperimentazione animale

IL GRAN CONSIGLIO della Repubblica e Cantone di Ginevra, considerato :

- che i cinque stabulari degli HUG e dell'Università di Ginevra totalizzano circa 40'000 animali ;
 - che i nuovi locali del Centro medico universitario (CMU) permetteranno di detenere 15'000 animali in più ;
 - che il numero di esperimenti portati avanti su animali presso l'Università di Ginevra ed in Svizzera aumenta regolarmente;
 - che centinaia di animali, « eccedente di produzione », sono eliminati ogni giorno a Ginevra;
 - che conformemente alla legge federale sulla protezione degli animali (LPAn), si deve incoraggiare l'attuazione di metodi che possono sostituire esperimenti sugli animali o ridurre il numero di animali utilizzati ;
 - che l'Università di Ginevra non incoraggia ancora lo sviluppo dei metodi alternativi (o di sostituzione) contrariamente alla LPAn ed alle direttive dell'Accademia Svizzera delle Scienze mediche e dell'Accademia Svizzera delle Scienze naturali;
 - che l'utilizzazione del modello animale per la ricerca medica non consente di ottenere risultati probanti in un gran numero di patologie umane ;
 - che il risultato degli esperimenti svolti in ambito accademico è oggetto di serie critiche da parte degli ambienti farmaceutici per via della loro non-riproducibilità;
 - i costi della sperimentazione animale;
 - che il potenziale particolarmente promettente dei metodi alternativi alla sperimentazione animale è tuttora ampiamente iesplorato e finanziariamente sottodotato;
 - che imperativi di sanità pubblica esigono di poter usufruire dei migliori modelli di ricerca possibili ;
 - che è un nostro dovere morale risparmiare al mondo animale, in tutta la misura del possibile, lo svolgimento di esperimenti debilitanti e dolorosi ;
 - che l'utilizzazione di metodi alternativi affidabili consentirebbe di ridurre il numero di esperimenti praticati su animali e le sofferenze inflitte a questi ultimi;
 - che oggi è possibile stampare materia organica, sviluppare modelli cellulari in 3D o creare micro organi umani;
 - che la nostra Università avrebbe molto da guadagnare ad impegnarsi a favore dello sviluppo di questi nuovi metodi alternativi alla sperimentazione animale ;
- invita il Consiglio di Stato**
- a determinare nella convenzione di obiettivi stabilita tra il Consiglio di Stato e l'Università, il sostegno allo sviluppo di metodi alternativi alla sperimentazione animale.

RELAZIONE PRELIMINARE

Signore e
Signori Deputati,

Nel marzo 2012, un articolo pubblicato sulla rivista scientifica Nature¹ riferiva che la ditta farmaceutica americana Amgen è riuscita a riprodurre soltanto 6 risultati tra 53 studi considerati veri e propri riferimenti nella ricerca contro il cancro. Autore dell'articolo, Glenn Begley si dichiarava « scioccato » dalla mancanza di affidabilità di questi studi fondamentali, realizzati principalmente in ambito universitario.

Già nel settembre 2011, un rapporto² della ditta farmaceutica Bayer AG, anch'esso pubblicato su Nature, sceglieva un titolo piuttosto ironico « Che ci crediate o no : Fino a che punto possiamo avere fiducia nei dati pubblicati circa i potenziali bersagli dei farmaci? » Anche i ricercatori tedeschi criticavano la mancanza di pertinenza degli studi pubblicati, precisando che si era potuto riprodurre soltanto un quarto dei 67 studi selezionati, di cui 47 sul cancro.

Peraltro anche il Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica (FNS) si interroga sulla qualità della ricerca accademica. Nel numero della sua rivista Horizon³ di marzo 2014, l'FNS scrive : « Nel 2005, John Ioannidis, docente di medicina e politica di sanità pubblica presso l'Università di Stanford (Stati Uniti), uno degli scienziati più citati, scriveva sulla rivista Plos Medicine⁴ che la maggior parte dei risultati pubblicati sono falsi. La sua affermazione si fondata su considerazioni statistiche che il giornale The Economist ha recentemente giudicato esemplari⁵. Questa alta percentuale di errori sembra essere dovuta a certe derive del sistema scientifico ».

« In campo biomedico, la maggior parte dei risultati presentati come significativi sono o esagerati o falsi » dichiarava l'epidemiologo⁶. « Si tratta raramente di falsificazioni deliberate, bensì spesso di modalità sperimentali non corrette e di valutazioni statistiche non ricevibili ».

Se l'utilizzazione del modello animale – generalmente il topo – è evocata per spiegare la non riproducibilità,

sono chiamate in causa le condizioni di attuazione (manipolazione degli animali, stirpi animali utilizzate, interferenze dovute alla presenza di batteri o virus, ecc.) degli esperimenti, come pure la pressione che subiscono i ricercatori per pubblicare risultati positivi. Pre-supposto per ottenere nuovi finanziamenti e proseguire una carriera in questo settore.

Paradossalmente, i mezzi posti in opera per sviluppare metodi alternativi affidabili sono derisorii, allorchè le risorse stanziate per nuovi studi che utilizzano animali continuano ad aumentare. Stando alle statistiche pubblicate dall'autorità federale⁷, il numero di esperimenti svolti nelle Alte scuole svizzere è in costante aumento (+8% nel 2012). Anche presso l'Università di Ginevra, il vice-rettore ha annunciato nel dicembre scorso che ci saranno ancor «più sperimentazioni animali»⁸.

In media, 300 esperimenti su animali sono in corso presso l'Università ed un centinaio di nuovi studi sono autorizzati ogni anno. Per realizzarli, l'Università dispone di cinque stabulari situati nelle facoltà di scienze, medicina e sui siti di Tulipe, Belle-Idée e Arare, per un totale di circa 40'000 animali. Una volta terminati i lavori, i nuovi locali del Centro medico universitario (CMU) consentiranno di detenere 15'000 in più. Non tutti questi animali sono destinati ad essere utilizzati in un esperimento. Stando ad un operatore del CMU, centinaia di animali, per così dire «eccedenti di produzione», sono eliminati ogni giorno.

Questi esperimenti costano caro ai contribuenti. Ogni anno un centinaio di milioni di

franchi sono stanziati direttamente dalla Confederazione tramite l'FNS che li distribuisce; inoltre, anche i cantoni sovvenzionano questi studi. L'Università finanzierebbe esperimenti per un importo annuo di 7 milioni⁸, importo che non tiene conto dei costi connessi alla detenzione degli animali. Stando ad un rapporto del controllo federale delle finanze⁹, il funzionamento di uno stabulario di 40'000 animali da laboratorio costerebbe ogni anno tra 8 e 12 milioni di franchi.

Il modello animale consente di svolgere ricerche che attualmente non sono realizzabili altrimenti. Peraltro, in fase clinica, è impossibile fare completamente a meno del test delle nuove molecole su un organismo vivente, in quanto un certo numero di effetti collaterali non appaiono necessariamente su gruppi di cellule isolate. L'utilizzazione del modello animale, però, genera molti sprechi non solo di vite umane ma anche in termini di produzione di studi che forniscono risultati inutilizzabili. Questa realtà implica che si incoraggi lo sviluppo di nuovi modelli di ricerca.

Una possibile via è lo sviluppo di metodi detti «alternativi» (o di sostituzione). Si tratta di modelli di studio che mettono in coltura cellule e tessuti umani (*in vitro*), o di modellizzazioni informatiche (*in silico*).

Da una decina d'anni sono stati compiuti progressi spettacolari in questo campo. Oggi è possibile stampare matiera organica, sviluppare modelli cellulari in 3D o creare micro-organismi umani (per esempio tessuto polmonare) per studiare nuove molecole o terapie.

I progressi sono ancor più spettacolari se si pensa che le fonti di finanziamento per lo sviluppo di questi modelli di ricerca sono praticamente inesistenti. La Confederazione stanzia ogni anno meno di 500'000 franchi tramite la Fondazione Ricerche 3R (10). L'Università di Ginevra vi dedica soltanto 300'000 franchi⁸.

Da marzo 2009 l'Università dispone di una cattedra di insegnamento dei metodi alternativi, il cui finanziamento però è integralmente assunto da organismi privati, come la Fondazione Doerenkamp-Zbinden o la Lega svizzera contro la vivisezione.

E' deplorevole che i ricercatori dell'Università desiderosi di impegnarsi nello sviluppo di questi metodi non abbiano attualmente altra scelta che andarsene per poter realizzare i loro progetti. Possiamo citare l'esempio dei tre giovani ricercatori che hanno fondato la ditta Epithelix a Plan-les-Ouates nel 2006, per garantire lo sviluppo del loro modello *in vitro*. Tre anni dopo aver lasciato l'Università, hanno ricevuto il Premio Red Herring 2009 che corona le 100 ditte più promettenti d'Europa, e nel 2011, il Premio dell'innovazione della Camera Franco-Svizzera per il Commercio e l'Industria.

Oggi questa ditta è leader nel settore dei modelli di epitelio umano. Di una durata di vita di un anno, questi modelli consentono di testare la tossicità o l'efficacia di nuove molecole per patologie come la mucoviscidosi.

Eppure incoraggiare lo sviluppo di nuovi metodi di sostituzione sarebbe conforme alla Legge sull'Università (LU)¹¹. Il Comitato di etica e deontologia¹² nominato dal Consiglio di Stato (art. 35 LU), ha emanato, nella sua carta¹³, diverse disposizioni di inquadramento della ricerca scientifica, che «si vede riconoscere un diritto all'innovazione» (cifra 3, let. j) :

«Le ricerche fondate su esperimenti che coinvolgono esseri viventi sono condotte nel rispetto rigoroso delle specifiche regole di etica» (cifra 3, let. d). Le principali regole vigenti sono sancite nei «Principi di etica e direttive per la sperimentazione animale» dell'Accademia Svizzera delle Scienze Mediche (ASSM) e l'Accademia Svizzera delle Scienze Naturali (SCNAT)¹⁴ che impongono di «ridurre, in tutta la misura del possibile, la sperimentazione animale» (punto 2.5) «e sostenere la messa a punto di metodi di sostituzione» (punto 5.4).

La legge federale sulla protezione degli animali è chiara :¹⁵ «In collaborazione con le scuole universitarie e l'industria, la Confederazione promuove in particolare lo sviluppo, il ricono-



L'Università deve realmente impegnarsi nello sviluppo dei metodi di sostituzione

scimento e l'impiego di metodi sostitutivi degli esperimenti sugli animali ovvero di metodi che impiegano un minor numero di animali da laboratorio o comportano un minor aggravio per gli stessi.» (Art. 22, cpv. 2).

L'Università è un istituto di diritto pubblico dotato della personalità morale, collocato sotto la vigilanza del Consiglio di Stato che la esercita tramite il Dipartimento.

L'art. 21 LU sancisce che ogni quattro anni lo Stato e l'Università ridefiniscono gli obiettivi assegnati all'Università. Le due parti si riuniscono almeno una volta all'anno alfine di consentire l'adeguamento, il riorientamento o la ridefinizione delle condizioni della convenzione di obiettivi (COB)¹⁶. Convengono di esaminare le condizioni di rinnovo della convenzione almeno dodici mesi prima della scadenza (art. 21, cpv. 2 COB).

La COB in corso per gli anni 2012 - 2015 stabilisce diversi obiettivi strategici, in particolare :

Obiettivo 2 : Sviluppare i poli di eccellenza dell'Università definendo priorità fondate segnatamente sui centri di competenze selezionati dal Fondo nazionale svizzero della ricerca scientifica (Poli di ricerca nazionali).

Indicatori 1 : Numero di citazioni nei settori scelti in rapporto mondiale (base 100 = impatto medio delle pubblicazioni su scala mondiale)

Il settore dei metodi alternativi non è una priorità per l'FNS che non finanzia né sostiene alcun progetto mirato al loro sviluppo. Rari sono peraltro gli articoli scientifici pubblicati in questo campo. Pertanto, definire un indice di qualità in funzione del numero di pubblicazioni o citazioni equivale di fatto a svalorizzare l'interesse.

Malgrado tutto, lo sviluppo delle alternative è in piena espansione e ci si possono aspettare future applicazioni importanti in materia di pubblica sanità. **In termini di reputazione, l'Università avrebbe molto da guadagnare a coinvolgersi in questo settore innovativo.** Anche questo obiettivo sarebbe peraltro conforme all'obiettivo 9 COB che mira a « promuovere la creatività intorno a progetti innovativi e generatori di valore economico, segnatamente sviluppando un centro di creatività ».

Va infine affrontato l'aspetto etico. Se abbiamo il dovere di alleviare la sofferenza umana, è nostro dovere morale evitare anche, in tutta la misura del possibile, di conseguire questo obiettivo infliggendo sofferenze agli animali. Lo sviluppo di nuovi metodi di ricerca sarà il mezzo migliore di contribuirvi.

Vi invitiamo pertanto, signore Deputate e signori Deputati, ad accogliere favorevolmente la presente mozione.



Non è affatto di competenze dell'Università prendere parte allo sviluppo di questi metodi alternativi, le incombe soltanto la possibilità di sostenerne l'attuazione, annunciava il rappresentante dell'Università di Ginevra in occasione della conferenza del 30 aprile 2014. Secondo lui si tratterebbe di una « restrizione della libertà accademica fondamentale ». C'è bisogno di precisare che questo ricercatore ha svolto tutta la sua carriera accademica grazie alla sperimentazione animale di cui continua a vivere confortevolmente ? Non c'è nulla da aspettarsi da questi ricercatori per sperare in un cambiamento di pratiche.

Fonti :

- ¹ « Drug development: Raise standards for preclinical cancer research » Nature 483, 531–533 (29 marzo 2012) doi:10.1038/483531a C. Glenn Begley & Lee M. Ellis <http://www.nature.com/nature/journal/v483/n7391/full/483531a.html>
- ² « Believe it or not: how much can we rely on published data on potential drug targets? » Nature Reviews Drug Discovery 10, 712 (Settembre 2011) Florian Prinz, Thomas Schlange & Khusru Asadullah <http://www.nature.com/nrd/journal/v10/n9/full/nrd3439-cl.html>
- ³ Rivista « Horizons », marzo 2014, p. 31 http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/horizonte/Horizonte_gesamt/Horizons_100_F.pdf
- ⁴ John P. A. Ioannidis è docente di medicina e politica di pubblica sanità presso l'Università di Stanford (Stati Uniti). Il suo articolo « Why most published Research Findings are False », pubblicato nel 2005 sulla rivista Plos Medicine, è stato consultato on-line oltre un milione di volte. <http://www.plosmedicine.org/article/info%3Adoi%2F10.1371%2Fjournal.pmed.0020124>
- ⁵ « How science goes wrong » e « Trouble at the lab », 19 ottobre 2013, The Economist <http://www.economist.com/news/leaders/21588069-scientific-research-has-changed-world-now-it-needs-change-itself-how-science-goes-wrong> <http://www.economist.com/news/briefing/21588057-scientists-think-science-self-correcting-alarming-degree-it-not-trouble>
- ⁶ Rivista « Horizons », marzo 2014, p. 47 http://www.snf.ch/SiteCollectionDocuments/horizonte/Horizonte_gesamt/Horizons_100_F.pdf
- ⁷ Statistiche dell'Ufficio federale della sicurezza alimentare e di veterinaria USAV <http://tv-statistik.ch/fr/statistique-simples/index.php>
- ⁸ « Toujours plus d'expérimentations animales à l'université », 3 dicembre 2013, le Courrier http://www.lecourrier.ch/116862/toujours_plus_d_experimentations_animes_a_l_universite
- ⁹ « Expérimentation animale Audit du processus d'autorisation, des coûts et du mode de financement », febbraio 2009 [http://www.efk.admin.ch/images/stories/efk_dokumente/publikationen/evaluationen/Evaluationen%20\(23\)/6311_ZF_f.pdf](http://www.efk.admin.ch/images/stories/efk_dokumente/publikationen/evaluationen/Evaluationen%20(23)/6311_ZF_f.pdf)
- ¹⁰ <http://www.forschung3r.ch/fr/information/>
- ¹¹ Legge sull'Università (LU) C I 30 del 13 giugno 2008 http://www.geneve.ch/legislation/rsg/f/s/rsg_C1_30.html
- ¹² Comitato di etica e deontologia dell'Università <http://www.unige.ch/ethique/index.html>
- ¹³ Carta di etica e deontologia, entrata in vigore il 1º aprile 2010 <http://www.unige.ch/ethique/charte.html>
- ¹⁴ « Principi di etica e direttive per la sperimentazione animale » emanati nel 1983 (riveduti nel 1993 e 2005) dall'Accademia svizzera delle scienze mediche (ASSM) e dall'Accademia svizzera delle scienze naturali (SCNAT) <http://www.samw.ch/fr/Ethique/Ethique-animale.html>
- ¹⁵ Legge federale sulla protezione degli animali (Cap. 3 Ricerca, Art. 22) <http://www.admin.ch/opc/fr/classified-compilation/20022103/index.html>
- ¹⁶ Convenzione di obiettivi (COB) in corso per gli anni 2012 - 2015 <http://www.unige.ch/rectorat/static/2013/COB20122015.pdf>

Riduzione e sostituzione degli esperimenti su animali in Svizzera

Proposta del Dipartimento federale dell'interno (DFI)

« Nel corso dell'ultimo quarto di secolo, non è stata portata avanti alcuna iniziativa concertata a favore delle 3R su scala svizzera. Eppure esistono argomenti scientifici, economici, etici e sociali forti a favore di un Programma nazionale di ricerca per le 3R »

Nel suo comunicato¹ messo on-line il 13 gennaio 2014, l'Ufficio federale della sicurezza alimentare e di veterinaria (USAV) del DFI pubblica la propria proposta di Programma nazionale di ricerca (PNR) mirato a ridurre durevolmente il numero di esperimenti sugli animali e limitare il più possibile la sofferenza animale, indirizzata il 9 gennaio 2014 alla Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione.

Si propone di sbloccare mezzi finanziari volti a scoprire e sviluppare in modo mirato, metodi alternativi alla sperimentazione animale, nonché nuove tecniche e procedure che consentano di ridurre il numero di esperimenti su animali e diminuire le sofferenze imposte agli animali.

Finalmente!

La Confederazione dedica meno di CHF 400'000.- ai metodi sostitutivi

Da anni la LSCV denuncia l'assenza di sostegno finanziario pubblico dedicato allo sviluppo di nuovi metodi di sostituzione.

Eppure la legislazione federale obbliga la Confederazione a sostenere finanziariamente « (...) lo sviluppo, il riconoscimento e l'impiego di metodi sostitutivi degli esperimenti sugli animali » (art. 22, cpv. 2 LPAn). Ma i fondi stanziati ogni anno ai ricercatori tramite la Fondazione Ricerca 3R² per questi metodi non superano i CHF 400'000.- !

Decine di milioni finanziano sperimentazioni animali

Al contrario, la Confederazione stanzia ogni anno, tramite l'FNS, oltre CHF 70 milioni per sperimentazioni animali. Di questa somma, CHF 50 milioni sono dedicati ai salari dei ricercatori.

A livello dei cantoni, l'Università di Ginevra dichiarava³, il 3 dicembre scorso, di prelevare CHF 7 milioni dai fondi propri per finanziare esperimenti su animali, e soltanto CHF 300'000.- per i metodi sostitutivi!



Costi annui di funzionamento dei centri pubblici di detenzione di animali da laboratorio : CHF 80 milioni

Le cifre sopracitate non prendono in conto le spese connesse alla detenzione degli animali nei nostri laboratori, che ogni anno ammontano a CHF 80 milioni (46 milioni a carico della Confederazione, 25 milioni a carico dei cantoni)⁴. Gli investimenti programmati per questi centri di detenzione nel corso degli anni 2009 - 2013 ammontavano a 65,5 milioni.

Nuove costruzioni: centinaia di milioni supplementari

Nel cantone di Ginevra, la costruzione di un'estensione alla facoltà di medicina (CMU) per un costo di CHF 149 milioni è tuttora in corso. Consentirà di raddoppiare la capacità dei suoi centri di detenzione di animali da laboratorio per un totale di circa 30'000 animali. Quale sarà il costo di questo nuovo centro per i contribuenti? Interrogato una prima volta il 30 settembre scorso, il Consiglio di Stato ginevrino si ostina a non voler rispondere⁵.

Quanto al cantone di Zurigo, CHF 124 milioni sono programmati per la costruzione di una nuova struttura che consenta la detenzione di 40'000 animali presso la Scuola politecnica federale di Zurigo.

Sperimentazioni animali nelle Alte scuole: esperimenti crudeli e sempre più numerosi

Il numero di esperimenti e di animali utilizzati dalle Alte scuole e dagli ospedali in Svizzera aumenta ogni anno (+ 8 % nel 2012)⁶. Tra il

migliaio di esperimenti in corso, alcuni sono esercizi di pura crudeltà⁷ ed effettuati da molti anni : scosse elettriche, sospensione dalla coda, nuoto forzato, aggressioni volontarie tra animali, il tutto per studi fondamentali di cui nessuno finora ha permesso una qualsiasi applicazione clinica.

I metodi sostitutivi sono il futuro della ricerca medica

« I piccoli animali da laboratorio sono spesso utilizzati per studiare diversi processi su un modello. Tuttavia, date le differenze fisiologiche tra le specie animali, i dati ottenuti non sono trasferibili né all'uomo né ad altre specie animali (...) Dal punto di vista economico, esistono diversi motivi importanti di sostenere una strategia di ricerca 3R coordinata. Gli esperimenti svolti sugli animali costano caro mentre i metodi alternativi, per esempio « in vitro », spesso sono meno onerosi e più rapidi, e danno risultati più affidabili » fanno presente gli studiosi all'origine del progetto di PNR (p.3/5).

In settori come l'oncologia, soltanto il 40% degli studi svolti sul topo danno risultati simili nell'uomo. Il problema risiede nel fatto che queste corrispondenze sono state convalidate soltanto dopo studio sull'uomo, ciò che significa che il modello animale non è predittivo. Quello che si sa è che circa un risultato su due sarà applicabile all'uomo ma non si sa anticipatamente quale. Più globalmente, su 10 molecole che hanno superato lo stadio della ricerca preclinica (fino all'animale), soltanto 1 molecola sarà ammessa sul mercato.

I nuovi metodi sostitutivi che utilizzano colture cellulari o tessulari umane (in vitro) e modelli informatici (in silico) non sono un freno all'innovazione nel campo della ricerca medica, anzi, sono un'opportunità di consentire lo svolgimento di studi i cui risultati saranno pertinenti e trasferibili all'uomo.

Grazie!

Ben inteso, che la proposta di PNR sia stata trasmessa dall'USAV non significa la sua accettazione. E comunque anche in caso di accettazione, le prassi connesse all'allestimento di un PNR possono essere lunghe. Tuttavia, il fatto che si compia (finalmente) un passo in direzione dei metodi di sostituzione è una notizia incoraggiante.

La LSCV ringrazia gli autori di questo progetto, anche se è chiaro che alcuni di loro mirano, con la realizzazione di questo PNR, anche un mezzo per far accettare più facilmente dalla popolazione la pratica della sperimentazione animale qualora dovesse indurre meno sofferenze per gli animali.

La LSCV ringrazia l'USAV. Quest'ultimo è in parte responsabile dell'inefficienza della Fondazione Ricerca 3R da 25 anni ed il suo risveglio è tardivo. Però almeno ha avuto il merito di aver avuto luogo.

La LSCV ringrazia inoltre le consigliere nazionali Maja Graf (BL-Verdi) e Isabelle Chevalley (VD-Verdi liberali), che grazie ai loro interventi ed alle loro azioni⁸ hanno permesso alla situazione di evolversi.

Note :

¹ <http://www.blv.admin.ch/themen/tierschutz/00777/index.html?lang=it> http://lscv.ch/images/experimentation/alternatives/news/2014/2014_01_09_Proposition_de_PNR_pour_les_3R_fr.pdf

² Estratto dell'ultimo rapporto annuale della Fondazione Ricerca 3R

« (...) Date le risorse finanziarie limitate, il termine per l'appello a progetto è stato fissato a febbraio 2012 ed è stata allestita una nuova procedura di trattamento delle domande in due tappe (...) Due domande sono state scartate in quanto i fondi erano esauriti ». <http://www.forschung3r.ch/fr/information/jb12.html>

³ Articolo pubblicato sul giornale « Le Courrier » il 3 dicembre 2013

http://lscv.ch/images/experimentation/experiments/cantons/geneve/campus_biotech/2013/2013_12_03_Le_Courrier.pdf

⁴ Rapporto pubblicato nel mese di febbraio del 2009 sulle sperimentazioni animali e segnatamente sull'esame dei processi di autorizzazione, dei costi e del finanziamento (fr), (de)

http://lscv.ch/images/experimentation/experiments/download/2009_02_Rapport_Controle_federal_des_finances_Animaleries.pdf

⁵ http://lscv.ch/it/pages/sperimentazione/sperimentazione/cantoni/ginevra/campus_biotech/2013/2013_11_29_comunicato_stampa.html

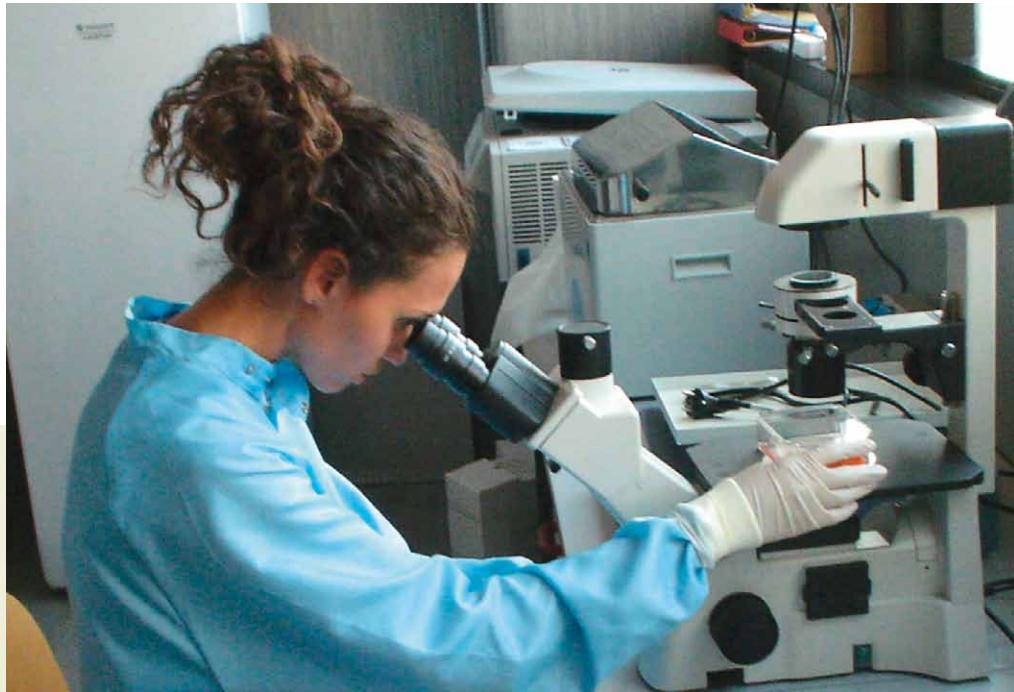
A proposito dei PNR

Mediante i Programmi nazionali di ricerca (PNR) la Confederazione promuove progetti di ricerca su questioni di portata nazionale che possono contribuire a trovare in tempi ragionevoli soluzioni innovative e scientificamente valide a problemi urgenti di carattere sociale o economico. Finora sono stati condotti oltre 70 PNR.

La scelta dei temi avviene dal basso verso l'alto («bottom-up»). Le cerchie interessate possono presentare idee per nuovi PNR alla Segreteria di Stato per la formazione, la ricerca e l'innovazione (SEFRI), che effettua una prima valutazione su incarico del Dipartimento federale dell'economia, della formazione e della ricerca (DEFR). In seguito, su proposta del DEFR, il Consiglio federale stabilisce i temi dei nuovi PNR, stanzia i relativi crediti quadro e ne affida la realizzazione al Fondo nazionale svizzero per la ricerca scientifica (FNS). A tal fine il FNS elabora, per ogni PNR concluso, un piano d'attuazione o un bando di concorso.

Una volta approvato da parte del DEFR, il PNR viene bandito e avviato ufficialmente. I progetti presentati sono in seguito sottoposti alla procedura di valutazione ordinaria per verificare se rispondono agli standard del FNS.

I PNR durano tra quattro e cinque anni e sono dotati di importi compresi tra 5 e 20 milioni.



⁶ <http://tv-statistik.ch/fr/statistique-simples/index.php>

⁷ <http://www.ncbi.nlm.nih.gov/pubmed/20059553>
Genes Brain Behav. 2010 Jun - The role of NCAM in auditory fear conditioning and its modulation by stress: a focus on the amygdala. Bisaz R, Sandi C. Laboratory of Behavioral Genetics, Brain Mind Institute, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne

<http://www.nature.com/tp/journal/v3/n1/full/tp2012144a.html>

Translational Psychiatry (2013) - Peripuberty stress leads to abnormal aggression, altered amygdala and orbitofrontal reactivity and increased prefrontal MAOA gene expression. C Márquez, G L Poirier, M I Cordero, M H Larsen, A Groner, J Marquis, P J Magistretti, D Trono and C Sandi
Laboratory of Behavioral Genetics, Brain Mind Institute, Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne

⁸ 12.3660 – Postulato - Commissione della scienza, dell'educazione e della cultura CN

Futuro della Fondazione 3R e metodi alternativi alla sperimentazione su animali
http://www.parlament.ch/i/suche/Pagine/geschaefte.aspx?gesch_id=20123660

11.1085 – Interrogazione
Fondi pubblici e sperimentazione animale. Incrementare la trasparenza
http://www.parlament.ch/i/suche/Pagine/geschaefte.aspx?gesch_id=20111085

10.3576 – Interpellanza Graf Maya
Fondazione Ricerche 3R. Quo vadis?
http://www.parlament.ch/i/suche/Pagine/geschaefte.aspx?gesch_id=20103576

10.3575 – Interpellanza Graf Maya
Fondo nazionale svizzero. Sperimentazione animale e metodi alternativi
http://www.parlament.ch/i/suche/Pagine/geschaefte.aspx?gesch_id=20103575

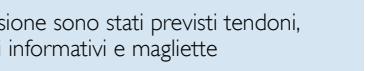
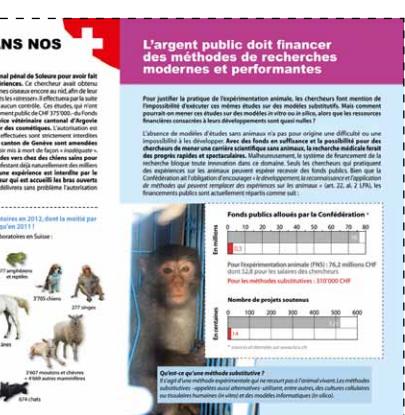
26 aprile 2014

Giornata internazionale per l'abolizione della sperimentazione animale

Organizzata per la prima volta in Svizzera, questa giornata di manifestazioni, svolta quest'anno il 26 aprile, è stata anche l'occasione di riunire diverse organizzazioni per azioni simultanee.

La LSCV ha allestito stand a Basilea Città e a Ginevra, l'ATRA uno stand in Piazza Dante a Lugano, l'AG STG correva dietro conigli scappati da un laboratorio nel centro di Winterthur, Lausanimaliste e Animus Cause Animale erano sulla Piazza Saint-François e la Piazza della Palud a Losanna, mentre il Tierrechtsgruppe Zürich manifestava all'aeroporto di Zurigo contro il trasporto di scimmie da parte della compagnia aerea Air France-KLM.

Grazie a tutte le organizzazioni partecipanti ed a tutti i volontari e militanti che hanno contribuito al successo di questa giornata di mobilitazione.



AG STG



ATRA

Maggio 2014 - Nestlé all'EPFL

Chi paga comanda

Stupefazione sulla stampa in seguito alla pubblicazione forzata da parte dell'Icaricato federale per la protezione dei dati, del contratto di sponsoring che lega la Nestlé alla Scuola politecnica di Losanna (EPFL).

Dal 2006, la multinazionale vodese cofinanzia fino a CHF 5 milioni annui, due cattedre in seno all'EPFL di insegnamento della « relazione tra alimentazione e cervello ».

« I docenti avranno totale libertà accademica e di pubblicazione » assicurava l'EPFL alla firma del contratto. La messa on-line del contratto rivela che la nomina dei docenti deve essere sottoposta alla Nestlé per approvazione !

Imbarazzata, l'EPFL fa l'indifferente. Ma come, si sarebbe un problema ? « Nestlé è stata molto flessibile e amabile nel corso del processo di assunzione » rassicura il portavoce dell'EPFL, garantendo che si tratta di una « pratica abituale », che « non minaccia l'indipendenza degli scienziati, cosa che gli scienziati confermano ». Meno male. Non si morde la mano del padrone.



Ricordiamo che gli studi portati avanti dalla Nestlé all'EPFL mirano a consacrare la necessità di ricorrere ad un sacco di integratori alimentari – se possibile prodotti dalla multinazionale – per motivi di salute pubblica. « E' meglio anticipare i problemi di salute e trovare prodotti che per esempio possono lottare contro l'Alzheimer o i problemi di invecchiamento. E se sono rimborsati, tanto vale che lo siano quando non si è malati » annunciava in settembre 2010 il Presidente della Nestlé Peter Brabeck.

Da anni, si contano a migliaia gli animali che si vedono infliggere un sacco di malattie tramite iniezioni, chirurgia o ingerimento di prodotti chimici, prima di essere imbottiti di integratori alimentari con la speranza che i finanziamenti

finiscano con l'arrivare a forza di esperimentare di tutto e di più.

Le Alte scuole vivono della loro notorietà, in grandissima parte dipendente dal numero di pubblicazioni scientifiche che i suoi ricercatori producono e dai fondi privati esterni che attirano. Se non c'è più notorietà, finiscono i finanziamenti pubblici. All'EPFL non importa contribuire alla produzione di studi pietosi. Finanto che i soldi entrano e le pubblicazioni escono, è l'unica cosa che conta.

Schlachthäuser sind unnötig. Schliesst sie!

Zusammengepferchte Tiere beim Transport, brutales Abladen, Tötung mittels Elektroschocks oder Betäubung und abstechen, oft bei Bewusstsein. Das Tier das wir auf unseren Tellern vor uns haben, gleichgültig ob aus Bio oder konventioneller Zucht, hat in seinem Leben nur Leid erfahren und das um unsere Lust nach Fleisch zu stillen. Darauf können wir verzichten.

Veranstaltung am 12. Juli 2014 auf dem Münsterplatz in Bern

Zusammen mit den Organisationen Tier-im-Fokus und der Tierrechtsgruppe Basel, ruft die Deutschschweizer Sektion der Liga zu einer lauten und farbenfrohen Protestaktion auf. Ziel ist die Schliessung aller Schlachthäuser. Machen Sie mit und engagieren Sie sich für die Rechte der Tiere!

Sperimentazioni animali a Friborgo

Novartis vende il suo centro all'americana Lilly

La tenuta agricola si estende su 100 ettari e comprende un'immen- sa fattoria sperimentale. Ogni anno i ricercatori infettano centinaia di cani, gatti ed altri animali, con dei parassiti alfine di sviluppare nuovi prodotti veterinari. In attività dagli anni 1970, il centro ha già sottopo- sto ad esperimenti decine di migliaia di animali ed occu- pa un centinaio di persone. Novartis ha ceduto il suo centro friborghese alla dit- ta farmaceutica Eli Lilly, ma continuerà a portare avanti esperimenti simili sui suoi siti di Basilea, negli Stati Uniti ed in Canada.



**FÜR DIE SCHLIESUNG
ALLER SCHLACHTHÄUSER!**

DEMO • 12. JULI 2014 • 14 UHR
MÜNSTERPLATZ BERN

tif



Petizione

per un divieto di importazione degli articoli di pellicceria ottenuti con maltrattamenti di animali.

«Il Partito Svizzero per gli Animali (PSpA) e le organizzazioni collaboratrici come pure i firmatari invitano il Consiglio Federale e il Parlamento a rilasciare un divieto di importazione per gli articoli di pellicceria provenienti da animali allevati, catturati e uccisi dietro torture.»



- Tutte le persone possono firmare, anche coloro senza diritto di voto e minorenni.
→ Per favore compilare in modo leggibile e in stampatello. Ulteriori informazioni si trovano sul retro.

<u>Nome:</u>	Via, no.:
<u>Cognome:</u>	CAP, luogo:
<u>Email:</u>	Paese, cantone:
<input type="checkbox"/> Informatemi su future azioni per la protezione animali.	Firma:

<u>Nome:</u>	Via, no.:
<u>Cognome:</u>	CAP, luogo:
<u>Email:</u>	Paese, cantone:
<input type="checkbox"/> Informatemi su future azioni per la protezione animali.	Firma:

<u>Nome:</u>	Via, no.:
<u>Cognome:</u>	CAP, luogo:
<u>Email:</u>	Paese, cantone:
<input type="checkbox"/> Informatemi su future azioni per la protezione animali.	Firma:

<u>Nome:</u>	Via, no.:
<u>Cognome:</u>	CAP, luogo:
<u>Email:</u>	Paese, cantone:
<input type="checkbox"/> Informatemi su future azioni per la protezione animali.	Firma:

P.f. spedire entro il 31 dicembre 2014 a: Tierpartei Schweiz (TPS), Luzernerstrasse 91, 5630 Muri / AG
Telefono +41 (0) 44 760 50 42, info@tierpartei.ch, www.tierpartei.ch, www.facebook.com/Tierpartei

Pétition

pour interdire l'importation des produits en fourrure issus de méthodes de torture.

«Le parti suisse pour les animaux (PspA), les organisations signataires ainsi que les sous-signés demandent au Gouvernement Fédéral et au Parlement d'imposer une interdiction sur l'importation des produits en fourrure provenant d'animaux détenus, capturés ou tués dans des conditions cruelles.»



Berner
Tierschutz



LSCV

- Toute personne peut signer, les mineurs et les personnes sans le droit de vote également.
→ Merci de remplir le formulaire en lettres capitales et lisibles. Veuillez voir au dos pour plus d'informations.

Prénom:	Rue et n°.:
Nom de famille:	Code postal, ville:
Email:	Pays, canton:
<input type="checkbox"/> Informez-moi pour plus d'actions de protection des animaux	Signature:
Prénom:	Rue et n°.:
Nom de famille:	Code postal, ville:
Email:	Pays, canton:
<input type="checkbox"/> Informez-moi pour plus d'actions de protection des animaux	Signature:
Prénom:	Rue et n°.:
Nom de famille:	Code postal, ville:
Email:	Pays, canton:
<input type="checkbox"/> Informez-moi pour plus d'actions de protection des animaux	Signature:

Merci de renvoyer les listes avant le 31 décembre à: Tierpartei Schweiz (TPS), Luzernerstrasse 91, 5630 Muri
Téléphone +41 (0) 44 760 50 42, info@tierpartei.ch, www.tierpartei.ch, www.facebook.com/Tierpartei

Petition

Importverbot für tierquälerisch hergestellte Pelzprodukte

«Die Tierpartei Schweiz (TPS), die mitwirkenden Organisationen sowie die Unterzeichnenden fordern Bundesrat und Parlament auf, ein Importverbot für Pelzprodukte zu erlassen, die von tierquälerisch gehaltenen, gefangenem oder getöteten Tieren stammen.»



- Alle Personen können unterschreiben, unabhängig von Wohnort, Nationalität oder Alter.
→ Bitte gut lesbarlich in Blockschrift ausfüllen. Weitere Informationen finden Sie auf der Rückseite.

Vorname:	Strasse, Nr.:
Name:	PLZ, Ort:
Email:	Land, Kanton:
<input type="checkbox"/> Informieren Sie mich über künftige Tierschutzaktionen. Unterschrift:	

Vorname:	Strasse, Nr.:
Name:	PLZ, Ort:
Email:	Land, Kanton:
<input type="checkbox"/> Informieren Sie mich über künftige Tierschutzaktionen. Unterschrift:	

Vorname:	Strasse, Nr.:
Name:	PLZ, Ort:
Email:	Land, Kanton:
<input type="checkbox"/> Informieren Sie mich über künftige Tierschutzaktionen. Unterschrift:	

Vorname:	Strasse, Nr.:
Name:	PLZ, Ort:
Email:	Land, Kanton:
<input type="checkbox"/> Informieren Sie mich über künftige Tierschutzaktionen. Unterschrift:	

Bitte bis 31. Dezember 2014 einsenden an: Tierpartei Schweiz (TPS), Luzernerstrasse 91, 5630 Muri / AG
Telefon +41 (0) 44 760 50 42, info@tierpartei.ch, www.tierpartei.ch, www.facebook.com/Tierpartei